

FRANCISCO GONZALBEZ RUIZ

Bernadine Hurch

J'AI CRU EN FRANCO

**Procès d'une
grande désillusion**

Deux mois dans la prison de Séville

J'AI CRU EN FRANCO

F

J'

(De

FRANCISCO GONZALBEZ RUIZ

J'AI CRU EN FRANCO

**Procès d'une
grande désillusion**

(Deux mois dans la prison de Séville)

JEAN FLORY
1937

Le
surpr
gouv
l'épo
Prési
rent
donn

Qu
Alica
ville
taux
sous
d'Es

Et
terri

Je
amb
solli
dom

AVANT-PROPOS

Le soulèvement militaire de juillet 1937 me surprit à Alicante, où je réside. J'avais été gouverneur civil de la province de Murcie, à l'époque où Portela Valladares occupait la Présidence du Conseil. Mes fonctions cessèrent par suite des élections de février 1936 qui donnèrent le pouvoir au Front populaire.

Quand le mouvement insurrectionnel éclata, Alicante mata rapidement les rebelles. Et la ville est toujours aux mains des gouvernements. Aussi bien, Alicante a-t-elle toujours été sous l'autorité du gouvernement légitime d'Espagne.

Et cependant, j'ai vécu quelques mois en territoire rebelle. Pourquoi ?

Je veux répondre sans détours et sans ambages, avec la plus rude franchise. J'ai sollicité mon entrée dans la zone sous la domination de Franco parce qu'il y eut un

moment au commencement de la lutte où je crus qu'un gouvernement de transition, nanti de pouvoirs exceptionnels, pourrait être profitable à ma patrie.

Type représentatif de la classe moyenne, petit bourgeois redoutant les troubles politiques et sociaux, je manquais de la fermeté nécessaire pour faire face aux grands risques qu'entraînaient les circonstances.

Je ne le nie pas. Je me sens dans l'obligation de me répéter la déplorable vérité. Je passai en territoire rebelle poussé par l'espoir qu'un gouvernement fort pourrait préparer le terrain à une entente démocratique nationale.

Le péché de ma naïveté trouva en territoire franquiste son juste châtiment. Mon livre n'est, par conséquent, que le procès d'une grande désillusion. J'entrai dans la zone de Franco dans les meilleures dispositions d'esprit possibles pour accueillir et même exalter ce que j'aurais pu y trouver digne de compréhension et d'éloge. Je reconnais même que je fis un effort pour dominer mes premières mauvaises impressions, étant décidé à ne pas me montrer injuste en présence de certaines mesures de rigueur que je voulais croire fatalement imposées par le caractère exceptionnel des circonstances.

Je dus me rendre bientôt à la terrible

évidence : la vie dans la zone rebelle est tout simplement un affront pour l'humanité toute entière. Ma bonne foi m'avait conduit dans un pays de cauchemar.

Il me restait, et il me reste, une consolation en pensant que mon cas n'est pas unique. Quatre-vingts pour cent des Espagnols qui accueillirent — avec plus ou moins d'enthousiasme, avec plus ou moins de confiance — le mouvement de juillet comme un fait politique avantageux pour l'Espagne, se trouvent, comme moi, revenus d'une effroyable erreur.

Je peux affirmer, après avoir vécu quelques mois dans la zone franquiste, que l'immense majorité de ceux qui vivent sous son joug, passeraient aujourd'hui en masse dans la zone républicaine s'ils disposaient de leur destin.

Peut-être ne manque-t-il pas non plus un certain nombre d'Espagnols qui, aveuglés par une propagande aussi intense que fausse, pensent que leur devoir ou leur intérêt personnel est de passer dans la zone rebelle. Qu'ils songent que l'armée dite « nationale », censée être d'Espagne, n'en est pas moins au service d'autres fins et d'autres intérêts moins élevés.

Je m'adresse donc à ceux de mes compatriotes qui, dans un moment de dépression morale pourraient croire que là-bas, dans le

territoire que les généraux appellent la zone libérée, ils trouveraient la tranquillité, le bien-être, la liberté et la justice. Grave erreur !

Je ne suis pas sceptique. Peut-être ces notes les feront-elles réfléchir. Et si, convaincus, ils changeaient d'opinion, ceux qui souffrent encore me seraient reconnaissants de l'inquiétude suscitée par mon travail.

Ce serait ma meilleure récompense.

L'Auteur.

Paris — Octobre 1937.

Chapitre I

DE GIBRALTAR A LA LINEA DE LA CONCEPCION. — AH ! VOUS ETES REPUBLICAIN ? ALORS, EN PRISON !

Gibraltar... Hôtel Victoria... Mars... Journées grises... Inquiétudes... Soucis d'argent, solitude, incertitude. Les jours passent et la note de l'hôtel augmente, implacablement...

La Radio de Séville répète sans cesse : « Ceux qui ne sont pas souillés de sang, et même vous, républicains, qui aimez l'Espagne et avez foi en sa destinée, honnêtes gens qui aspirez à une patrie grande et forte, venez avec nous. Nous vous tendrons une main fraternelle, sans représailles, sans rancune ».

Chaque jour, le même appel, la même promesse.

Serait-ce vrai ?

Mon Dieu, guidez-moi, aidez-moi !

Nuit d'insomnie. J'essaie en vain de lire un journal de Séville. Tout à coup, grand branle-bas dans la chambre contiguë. Des jeunes gens de la Linea qui viennent sans doute d'assister à la représentation d'une troupe d'opérette italienne. Ils chantent à pleins poumons l'hymne de la Phalange.

Je dois avouer que mon esprit déprimé réagit, et que je me sentis emporté par la ferveur nécessaire pour participer à la fête et crier : « Camarades, voici un des vôtres ! Arriba España ! » Mais je m'abstins.

Dans un bureau de tabac. Un individu entre et veut obliger un client qui choisit patiemment quelques cigares, à crier avec lui : « Arriba España ! Arriba España ! ».

Les deux hommes partis, le commerçant commente :

— Ils veulent élever l'Espagne et ils commencent par la détruire !

Juste observation !

— Qui est ce monsieur ?

— Un ami intime de Queipo del Llano.

— Vient-il souvent par ici ?

— Oui, très souvent. On dit qu'il a une grosse fortune.

— Je n'aime pas ça...

— Pourquoi ? Le délégué gouvernemental à la Linea, M. Griffi, est aussi un ami intime du général.

Trois mois plus tard, M. Griffi se suicidait, accusé de quelque chose de pas très correct.

— Un médecin a été condamné à Algésiras à six mois de prison. Il a purgé sa peine, et au lendemain de sa mise en liberté, « on l'a promené ».

— On l'a promené ?...

— Oui, je veux dire que *le dieron el paseo*. Il a été fusillé, quoi ! C'est chose courante chez Franco.

Il m'en coûtait beaucoup de le croire.

Que faire ? Il y avait à Gibraltar un représentant officieux de Franco : don Ricardo de Goizueta. Si j'allais me consulter avec lui, pensai-je alors. C'était naturel. Y aurait-il des difficultés ? Bon, on chercherait alors une

autre solution. M. Goizueta estimerait-il, par contre, que ma rentrée dans l'autre Espagne serait opportune ? On verrait toujours.

M. Goizueta me reçut et me dit :

— Vous n'avez rien à craindre, M. Gonzalez. Si vous n'avez pas versé de sang, etc., etc.

Et il me répéta le disque de la Radio de Séville.

—N'ayez aucune crainte, continua-t-il, vous pourrez vivre là en toute tranquillité, car (textuel) « s'il fallait ennuyer tous les républicains, tous ceux qui ont voté pour la République ou ont collaboré avec elle, nous resterions bien seuls. A l'heure qu'il vous plaira, donc, ma voiture vous conduira à La Linea. »

J'acquiesçai. Son employé, M. Yomi, m'amena à La Linéa... et me livra à la police espagnole de la frontière. C'était le 8 mars.

Après m'avoir donné tant d'assurances à Gibraltar, on me livrait à la police de Franco !

Bonne prise ! Un républicain de plus qui tombe ! Un des responsables du triomphe du Front populaire aux élections de février ! Un gouverneur civil de Portela Valladares, leur grand ennemi !

Interrogatoire.

— Vos opinions politiques ?

— Républicain modéré.

— Vous êtes franc-maçon ?

— Non monsieur.

— Qui est votre chef ?

— Don Manuel Portela Valladares.

— Est-il franc-maçon, ce monsieur-là ?

— Je n'en sais rien.

— Quelles fonctions avez-vous exercées ?

— J'ai été gouverneur civil de Murcie.

— C'est bien. Très bien. Gouverneur républicain et ami de Portela. En prison, cet individu !

Je m'attendais à une épithète beaucoup plus forte. Je commençais à me rendre compte qu'aucun fonctionnaire de l'Etat fasciste n'a grande confiance dans le triomphe de Franco et cette incertitude les fait hésiter et se troubler devant un républicain qui se présente devant eux avec dignité.

Je dois donner au garde qui m'accompagne à la prison toutes sortes de facilités pour me fouiller. En chemin, le bonhomme y va de sa petite dissertation philosophique.

— Alors, vous êtes d'Alicante ? Là-bas, ils

sont tous rouges, n'est-ce pas, comme ici nous sommes tous... des autres. Si le mouvement m'avait surpris là-bas, qu'est-ce que vous voulez, je serais rouge aussi.

— Ne craignez-vous pas de vous compromettre en parlant à un détenu « aussi dangereux » que moi ?

— Bah ! Ne vous en faites pas. Ce ne serait rien.

Ce brave homme sentait plus que moi le poids de l'injustice.

Nous arrivons à la *carcel*. Un corridor. Dans le fonds, une petite cour avec trois hangars. Pas de portes, pas de grabats, pas de matelas ; ni couvertures ni même un siège. Absolument rien. Froid. Humidité. Je ne peux regarder le ciel qu'à travers les barreaux de fer.

Voici un compagnon.

— On n'est pas trop mal ici, j'espère, lui dis-je.

— Ça va... Maintenant je vais au cinéma. Eh ! là-bas... une autre place pour ce monsieur !

Il était ivre. Ses cris attirèrent l'officier de service qui me fit passer immédiatement dans son modeste bureau.

— Ecoutez, le règlement ne me le permet pas, mais je ne voudrais pas vous faire passer la nuit là-bas. A moins que d'autres gardes ne viennent avec de nouveaux détenus. Dans ce cas, il me faudra vous enfermer. En attendant, restez avec moi. Demain, je vous recommanderai à mes camarades. Soyez tranquille. *Ici, il ne se passe plus rien !* Ça a bardé seulement pendant les premiers mois. Au total, quelque huit cents... Pas trop, après tout, si l'on tient compte que La Linea fut prise par les Maures. Voici un autre prisonnier politique. Il était du Comité Radical.

Le détenu me raconte son cas.

— Moi, j'habite Gibraltar, où je suis chargé du ravitaillement en poissons de la marine britannique. Après trois mois d'hésitations, je me suis décidé à passer la frontière. On m'avait tant répété qu'il n'y avait aucun danger... Mais, dès mon arrivée, il y a vingt-quatre jours, on m'a arrêté. Et me voilà, ils ne m'ont pas encore interrogé. Ma femme est allée voir le délégué gouvernemental. Elle n'a obtenu que cette réponse : « Je m'en f... ! » Quant à ma famille, elle est aussi chez les rouges et je ne sais rien d'elle ! Les uns paieront pour les autres ! »

Belle perspective !

2. AU COMMISSARIAT DE SEVILLE

Trois jours passent ainsi... Sans dormir, sans vivre, sans interrogatoire non plus, naturellement. Je m'adresse enfin à Goizueta à qui je réclame ma libération, mon refoulement à Gibraltar ou, à la rigueur, mon transfert à Séville. Celui qui m'avait tant promis la paix et la tranquillité me fit conduire par deux agents et un « réquéeté » (tous trois très corrects, du reste) à la capitale andalouse. J'y étais sans doute attendu avec un certain intérêt car je fus immédiatement reçu par un haut fonctionnaire de la police. On m'installa dans une pièce isolée de l'étage supérieur du commissariat de la rue de Jesús del Gran Poder.

— Reposez - vous. Rassurez - vous. Vous n'avez rien à craindre... Sonnez si vous avez besoin de quelque chose. Vous avez un lit dans votre chambre. Demain, on vous interrogera. Dormez sans inquiétude. Vous avez là un garde à votre service.

Etrange coïncidence... A La Linea comme à Séville, on me répète les mêmes mots : « Soyez tranquille... vous n'avez rien à craindre... ».

Je demande au garde si l'on fusille beaucoup de « rouges », mais il n'en sait naturellement rien.

Longues journées d'isolement absolu. Aux heures des repas, le garçon du restaurant voisin m'apporte à manger ; à crédit, naturellement ; et, chose extraordinaire, la propriétaire de l'hôtel m'offre de l'argent pour m'acheter du linge de corps. J'accepte.

Un Père jésuite vient me voir de temps en temps.

— Le Père Corrons prêche à Séville, me dit-il un jour. Il désire vous saluer et vous aider.

A la première visite, je demandai au Père Corrons s'il venait me préparer à bien mourir.

Il me tranquillisa, se dit grand ami de toute ma famille (il habitait depuis fort longtemps Orihuela, Gandia et Valence). Au cours de la conversation il m'assura qu'il mettrait sa main au feu pour tous les miens, ma femme et ma fille ; pour moi il ne pouvait rien faire.

— Merci bien, Père, lui dis-je en me levant. Ma femme et ma fille n'accepteraient probablement pas votre protection. Elles ont une trop haute opinion de leur dignité.

Et je l'accompagnai jusqu'à la porte.

Quelle amertume ! Quand on pense à la générosité de la République envers ces gens-là...

Vingt jours au secret. Toujours surveillé. Les sons d'un piano, l'écho de clairons militaires, quelques bruits étranges dans la cour parvenaient seuls jusqu'à moi. Je ne pouvais comprendre alors combien j'étais proche de la tragédie.

Quand j'évoque ces journées au commissariat, surtout après avoir appris ce qui se passait autour de moi, je comprends pourquoi on me répétait partout : « Quelle chance vous avez eue ! »

3. LA REPRESSION A L'ARRIERE

Enfin, en liberté ! Un ordre apparent règne à Séville. Tout fonctionne normalement : taxis, tramways, magasins, cinémas.

— Cocher, conduisez-moi à un hôtel pas trop cher. Quinze à vingt pesetas par jour.

— Ce sera difficile. Tout est pris par les Italiens et les Allemands.

— Qui devons-nous chasser les premiers pour que les Espagnols puissent vivre ?

— Les Italiens, les Italiens ! Ça ne vaut rien, ces gens-là. Ça paye mal. Vous les trouverez partout. Dans les bars, les hôtels, les bistrots... Ils se croient tout permis.

— Et la police ?

— Pour eux, il n'y a pas de police. Un soldat de Mussolini a plus de pouvoir qu'un général espagnol. Il n'y a que les Maures qui osent leur tenir tête.

— Et les Allemands ?

— Ça, c'est autre chose.

Séville : militaires, phalangistes, « requetés », gardes civiques, civils militarisés, Allemands, Italiens, Maures. Où trouver un quartier populaire pour prendre un café servi proprement ? Ça y est... A l' « Alameda d'Hercule ».

Un fauteuil en osier. Une table sous un parasol.

— Garçon, un café !

Un Maure s'assied à ma table.

Je l'invite pour lier conversation.

— Prends ce que tu voudras. Je t'invite pour ton courage. Et cette blessure ?

— Rien. Rouges viser bien.

— Mais ils sont peu nombreux. Il faut les exterminer au plus vite.

— Pas pouvoir vite. Eux avoir du cœur. Et beaucoup d'avions !

— Mais nous avons une grande armée. Beaucoup de phalangistes, beaucoup d'Italiens.

— No, no. Nous avoir seulement armée et Maures. Italiens courent. Nous prendre tranchées, beaucoup morts, et après Italiens orgueilleux.

— Et tous ceux qui circulent par ici ?

— Tous blessés. Beaucoup de blessés. Pas savoir combien. Franco, lui, il sait. Trop de rouges, trop de rouges.

— Et là-bas ?

— Là-bas et ici. Trop de rouges, trop de rouges. Moi vouloir partir Tetouan.

Café de Gayango. Combien de choses me faudrait-il écrire pour relater tout ce que j'y ai vu ?... Je garde de ces réunions des souvenirs agréables mais aussi combien d'amertume. Je parlerai seulement de ce qui peut intéresser l'Espagne.

Gens connus de Valence, d'Alicante.

— N'êtes-vous pas, monsieur...

— N'êtes-vous pas, monsieur ?...

— Mais si... Peux-tu me dire ce que signifient tous ces insignes sur ta poitrine ? Médailles, drapeaux, scapulaire ?...

— Rien... Tu connais mes idées... Cependant je ne me sépare jamais de ce scapulaire, même

pour dormir. Puis, j'appartiens à la Garde civique. Toi aussi, tu y rentreras.

— Moi ?

— Mais oui. D'ailleurs, c'est ce que tu as de mieux à faire... A moins que tu ne préfères entrer à la « Falange » ou chez les « Requetés ». Sinon... tu seras tôt ou tard candidat au « mur ».

— Tu parles sérieusement ?...

— Tiens !... C'est par miracle que tu y as échappé jusqu'à ce jour. Lorsque nous avons connu ta situation, nous t'avons recommandé à Dieu. Ici, à Séville, rien qu'à Séville, on en a fusillé plus de douze mille. Tu peux te faire inscrire dans la troisième classe des milices : la première va au front, la deuxième prête ses services à l'arrière, la troisième paie cinq pesetas par mois et ne s'engage à rien. C'est une garantie, crois-moi.

— Non. Je ne me sou mets pas. Je ne veux pas couvrir ma poitrine de tous ces insignes. Je suis prêt à tout. La Providence m'aidera.

Je me séparerai de mes amis, et me mis à chercher, mais en vain, un climat plus en harmonie avec mon état d'esprit.

— Oui, pensai-je, je m'éloignerai de Séville.

Cependant, c'est ici que j'ai été détenu et mis en liberté... j'y suis connu comme républicain et ami de Don Manuel Portela. Mais on ignore que j'ai présidé une commission arbitrale par vote unanime de la représentation ouvrière, que j'ai appartenu au comité directeur de l'Ateneo de Madrid... Non, non. Je ne dois sortir de Séville que pour passer à l'étranger. Mais... comment demander un passeport pour la France ou l'Angleterre ? Patience... Confiance... Ils ne nous auront pas !

— Connaissez-vous madame ?... Une jolie femme de Murcie ?

— Oui, très bien.

— Alors, faites attention... Un chef vous enverra au « mur » la première fois qu'il vous verra avec elle.

— Au « mur » ? Mais qui ? Elle ou moi ?

— Peut-être les deux !

— Cette dame est pourtant très honorable...

— Peu importe !

— Mademoiselle Maria Luisa, au téléphone ! Une communication avec Cordoue.

— Voulez-vous m'accompagner, ami Gonsalbez ?

— Pour quoi faire ?

— Allons, venez...

Maria Luisa au téléphone :

— ... Oui... oui... Je suis très contente. Mais, dites-moi... Qui êtes-vous ?

(C'était le Phalangiste Agustin Meseguer, Front de Cordoue. Par téléphone spécial).

— Bon... Et que désirez-vous ?... oui, il est en liberté... il est là avec moi. Je suis très contente... l'injustice est réparée.

Maria Luisa revient vers moi.

— Monsieur Gonsalbez... sauvez-vous, vite, fuyez... On veut vous tuer... Que puis-je faire pour vous ?...

— Mais... de quoi m'accusent-ils encore ?

— Je n'en sais rien. Je ne sais pas... En suis-je la cause ?... Puis-je y remédier ?

— Comment vit-on à Alicante ? me demande un ami policier.

— Bien. Tout y est redevenu normal...

— Et de ma famille, savez-vous quelque chose ?

— Comment, votre famille est à Alicante et vous servez dans la police de Séville ? Je ne comprends pas bien...

— Vous comprendriez encore moins si je vous disais que les listes de ceux que nous devons fusiller en arrivant là-bas sont déjà faites. La mienne porte plus de trois cents noms et augmente tous les jours. Il faut défendre la patrie et en finir avec les marxistes.

— Si les marxistes sont du même avis, nous en finirons vite avec l'Espagne.

— Ah !... c'est une guerre d'extermination, Don Francisco. Que voulez-vous que nous y fassions ?

Ce citoyen était connu au café sous le nom de « M. Le Listier ».

Un inconscient, un sadique ou un dégénéré ?

Un frère Mariste de Murcie vient me saluer.

— Je viens de Tolède, me dit-il, où nous avons un collègue qui possédait, comme tous les nôtres, des quantités d'objets précieux. Il n'en reste plus rien. Ils ont tout emporté, même les vases sacrés.

— Les rouges emportent tout ce qu'ils trouvent, dis-je, pour gagner sa confiance.

— Mais non, mais non, les rouges n'ont fait aucun dégât dans notre établissement. Je parle des phalangistes. Ce sont des gardes civils qui me l'ont dit.

Puisqu'il me l'assurait lui-même, je ne pouvais mieux faire que de le croire.

Marches militaires que personne n'applaudit. Bras tendus au premier coup de clairon. Nouvelles recrues sans enthousiasme, tête basse, peu disposées à défendre une cause pour laquelle ils n'éprouvent aucune sympathie. Eglises regorgeant de femmes qui demandent au saint de leur prédilection la fin de la guerre. Partout, la marche royale et l'image de Franco. La presse s'efforçant de remonter le moral des gens, qui détestent la guerre et commencent à haïr les insignes belliqueux. Deuil dans toutes les familles. D'innombrables blessés. Des Italiens venant de Cadiz, dirigés sur le front, affectant des airs d'aventure et de supériorité. Le commerce est en faillite. Partout la douleur et la méfiance. Et, par dessus tout, la terreur, la crainte continuelle de la délation.

Mauvais climat pour un Républicain !

Et pour tout Espagnol !

Chapitre II

4. PAR ORDRE SUPERIEUR, VOUS ETES ARRETE

Deux agents entrent dans ma chambre d'hôtel, vers dix heures du soir. Je venais de me coucher.

Ma première impression est de surprise. Bien que se prêtant à des suppositions plutôt fâcheuses, l'ambiance politique de Séville ne me faisait pas croire à un tel arbitraire.

Etant donnée l'heure tardive et l'aspect peu rassurant des agents, j'oppose une résistance correcte et sereine, mais énergique.

— Puis-je savoir quelle autorité vous envoie ?

— Non, monsieur.

— Dites à votre chef que je suis malade et qu'il m'est impossible de me lever. Je le prie de remettre mon arrestation à demain, à l'heure qu'il jugera opportune.

Un agent me surveille, l'autre demande des ordres par téléphone. Ma demande est acceptée.

Grand scandale dans la maison.

Deux nouveaux agents. Interrogatoire général.

— Où conduit cet escalier ?

— A la terrasse.

— Et ce corridor ?

— A la salle de bains.

— Les fenêtres ?

— Regardez...

— Cette porte ?

— Elle communique avec le garage.

Ainsi commence mon nouveau contact avec les autorités.

Je suis complètement isolé dès le premier jour, même pour les gens de l'hôtel. Quelques heures après. Maria Luisa vient me voir.

— Vous ? Comment vous a-t-on laissé passer ?

— Je suis nationaliste. Je n'ai rien à craindre. Je ne pouvais pas vous abandonner dans cette lutte inégale...

— Bien. Voilà une liste de cinq de mes amis. Mettez-les rapidement au courant de ma situation. Il est tard, mais que faire ? J'espère que les agents vous laisseront revenir ici...

— Certainement. Ce sont de braves gens.

Maria Luisa revient.

— Vos amis sont assommants. Je n'en ai vu qu'un seul. Il est parti à la recherche des autres... et encore, dans un fiacre ! Enfin, tout s'arrangera. Je suis là pour vous aider et Dieu par dessus tout.

Nuit interminable. Toujours inquiet, parfois résigné, jamais abattu. Pourquoi m'a-t-on arrêté ? Franc-maçon ? Espion ? Républicain ?... Le plus absurde, c'est que j'ignore pourquoi et par qui ma vie est menacée. Si encore mon sacrifice était utile à la République !

Je pense aux miens : à ma fille, à ma femme, restées à Alicante. Je les considère perdues pour moi, victimes, elles aussi, de cette tragédie atroce qui s'est abattue sur l'Espagne.

— Maria Luisa, s'il m'arrivait quelque chose d'irréparable, jurez-moi de leur porter ma dernière caresse, mon dernier soupir.

— Quelle folie ! Dormez. Reposez-vous. Je vais prier un moment.

— Moi aussi.

Pour le salut de l'Espagne... Pour la Paix...

Neuf heures du matin. La police.

— Êtes-vous en état de vous lever ?

— Je suis à vos ordres.

— Habillez-vous et suivez-nous.

L'heure me donne du courage. Les ombres se sont évanouies. Curiosité dans l'hôtel. Une voiture et quelques agents à la porte. Pourquoi tant de gens ? Quatre agents montent avec moi. Pour toute conversation, un salut bref : Bonjour !

C'est ainsi que je fus conduit à la prison provinciale de Séville.

5. EN PRISON

Nous sommes arrivés. La voiture est entrée directement dans la cour sur laquelle s'ouvre le bureau des gardiens. Les agents me livrent à un officier auquel ils remettent un document. Doutes. Hésitations. Les agents se retirent. L'officier fait ma fiche.

— Laissez ici l'argent que vous avez sur vous.

Personne ne me fouille.

— Vous ne portez sur vous aucun objet interdit, j'espère.

— Rien. Ce petit canif et ma canne. Le canif, je n'y tiens pas. La canne, si vous voulez me la garder... C'est ma mascotte.

L'officier crie :

— Barroso ! Conduis ce monsieur à la cellule !

— Marchena, une entrée ! A la cellule !

En chemin, un prisonnier me tend la main. Ce n'est pas mal. J'ai déjà un ami.

— Silence ! me dit-il. Nous causerons un autre jour.

C'est un Portugais que j'ai connu au commissariat, à mon arrivée à La Linea.

Marchena et Barroso sont deux prisonniers politiques, chargés d'emplois secondaires, mais de confiance, dans la prison.

Une grande clef. Un énorme verrou. Une cellule d'observation. Grande pièce. Un grabat, une table, une chaise en fer. Un lavabo à eau courante. Une fenêtre sur la cour des condamnés pour délits de droit commun. Pas d'hygiène.

Et maintenant, il s'agit d'attendre, de regarder par la fenêtre ou par le judas de la porte fermée.

Barroso se présente :

— Suivez-moi, me dit-il. Le chef de service vous attend.

Bureau du chef.

— Vous avez là quarante pesetas en bons. C'est la monnaie de la prison. Quant à la somme que vous m'avez remise, en voici le reçu de l'administration.

— Merci.

Je retourne à ma cellule.

La porte s'ouvre de nouveau. C'est Antoine, l'« ordonnance », recruté parmi les prisonniers de droit commun, qui vient m'offrir ses services. Sans doute, le Portugais l'a préalablement informé sur ma situation de fortune.

— Je suis à vos ordres, me dit-il. Je ferai de mon mieux pour vous satisfaire. Nous avons ici une bonne cantine et avec un peu d'argent on peut s'arranger. Si vous avez besoin de quelque chose, frappez quelques petits coups à la porte, je comprendrai.

— D'abord, j'ai besoin de manger, d'écrire

et de fumer ; ensuite vous m'apporterez des objets de toilette et des draps propres.

— D'ici une heure, vous serez servi.

Une nouvelle phase de ma vie. Inédite ? Non. Dans le drame espagnol, mon cas n'est ni unique, ni jusqu'à maintenant, des plus graves.

Quelle inconscience de la part de ces hommes qui, tôt ou tard, me remettront en liberté ! Ne craignent-ils donc pas mes révélations, comme témoin exceptionnel ? Ou m'ont-ils fait entrer dans leur zone pour m'y convaincre que la justice est bien rendue dans l'Espagne nationaliste ? Je veux observer sans passion, sans parti-pris. En somme, qu'importent ces ennuis, s'ils me permettent de connaître les méthodes et les procédés de ceux qui aspirent à « sauver » l'Espagne ? Ne parle-t-on pas constamment d'un mouvement de salut ? »

Si ma liberté m'était maintenant offerte, je la refuserais. Vivons quelques jours d'intense émotion.

Ce qui m'inquiète le plus, c'est que j'ignore le véritable motif de mon incarcération. Me rendent-ils responsable de leur échec devant

Madrid ? Je ne le crois pas. Le Père jésuite Ayala a fourni à ce sujet, à l'état-major de l'armée du Sud des éclaircissements précis. A ce propos, je me rapelle que le Père Ayala et moi avons exprimé presque en même temps la même pensée : « Dieu les punit parce qu'ils ne sont pas bons, parce qu'ils ne sont pas justes ».

Bruit de pas dans le couloir. Je regarde par le judas de la porte ; j'ai l'impression d'assister à la projection d'un film. Des hommes en file interminable, aux habits bigarrés, portent les objets les plus hétéroclites : des bancs en bois, des paniers, des ustensiles de ménage, des couvertures. D'où viennent-ils ? Où vont-ils ?

Ils forment de petits groupes devant les portes des cellules. Je crois en reconnaître un. Est-ce Mellerhoff ? Il me semble bien. Mais Mellerhoff appartient à l'extrême-droite, au groupe « Alfonso », de Barcelone. Au surplus, c'est un industriel, très riche, très connu. C'est impossible.

Un coup de sifflet. Puis, un autre. Toutes les portes se referment avec un bruit assourdissant.

Silence. C'est l'heure de la sieste. Quelle chaleur ! On étouffe !

Antonio entre avec ce que je lui ai commandé.

— Voilà tout, monsieur le gouverneur. Il n'y a que le dessert qui manque au repas. Demain, il sera complet. Décidément, on ne peut pas se passer ici d'un gouverneur. Il y a deux jours seulement, Don José Varela a été transféré au Puerto de Santa Maria. Il a eu de la chance. On ne l'a condamné qu'à trente ans. Par contre, le pauvre Corro Mocho, vous savez...

— Fusillé ?

— Oui, la « petite promenade ».

— Vous connaissez M. Ernesto Mallerhoff ?

— Certainement. Il est ici avec sa femme. On dit qu'ils ont beaucoup de galette.

Un soir au ciel gris de fer. L'Angelus. Une sonnerie de clairon me fait sentir la patrie. Mais dans quelles circonstances !

Un coup de sifflet dans les cours et un « Viva España » massif, unanime, sort de la poitrine de tous les prisonniers. C'est le seul cri qui les unit tous dans une même émotion.

Oui, pour Elle, pour l'Espagne, on tue et on meurt. Mais, pour Elle aussi on veut justifier les crimes les plus monstrueux de l'arrière. Pour Elle, par exemple, je suis en prison.

Quand nous mettrons-nous donc tous d'accord pour la servir ? Car pour l'aimer, oui, nous l'aimons tous, tous ceux qui sommes de vrais Espagnols.

Deuxième journée. Je ne resterai peut-être plus au secret. Un officier entre dans ma cellule.

— Pourquoi êtes-vous ici ?

— Je me le demande.

— Ne vous en faites pas. Tout s'arrangera.

Il est affable. Nous bavardons un peu.

— L'entrepreneur qui a construit cette prison, lui dis-je, Don José Junquera, était un de mes amis, un bon Asturien qui habitait Madrid. Lors du concours pour la construction, il m'offrit une participation dans l'entreprise. Aujourd'hui, voilà comment je viens *inspecter* l'œuvre dont j'aurais pu être le constructeur. Mais le rôle de locataire m'intéresse peut-être davantage.

Le séjour dans la cellule ne me déprime

guère. Aujourd'hui, j'exerce à tout moment le contrôle de moi-même. Je veux me joindre à mes nouveaux compagnons, connaître leur vie, leur tragédie. Je les aime avant même de les connaître. Ils le méritent bien, du reste.

Je garde de tous le meilleur souvenir. Je ne les oublierai jamais.

6. DANS LES « BRIGADES »

La prison de Séville a été construite pour quatre cents prisonniers environ. Cependant, de juillet à septembre de cette année, elle a compté une moyenne de douze cents détenus et de plus de quatre cents détenues. Ces chiffres peuvent être facilement contrôlés dans la Salle des Gardiens où sont inscrites les entrées et les sorties du jour.

Il a donc fallu improviser des dortoirs dans des pièces destinées à d'autres usages, réfectoires, ateliers, etc., que l'on appelle « brigades ». Les prisonniers qui s'entassaient dans ces pièces sont bien plus nombreux que les matelas de paille dont ils disposent. Pas de grabats. Parfois, le sol dur et nu doit servir de couche aux malheureux qui méditent ici sur la perversité de ceux qui les y ont enfermés.

Le lendemain, après la retraite, l'officier de garde rentre dans ma cellule.

— Ramassez tout ce qui est à vous, m'ordonne-t-il. Vous passez à la Brigade.

Antonio se présente au même instant.

— Où allez-vous ? me demande-t-il, surpris.

— A la Brigade.

— Antonio, accompagne-le aux ateliers, lui ordonne l'officier.

L'ordonnance m'y conduit et ne cesse de se lamenter.

— Quelle déveine, répète-t-il... Je ne pourrai plus vous servir maintenant. Et moi qui avais si bien fait mes comptes ! Enfin, patience... Demain je vous servirai quand même le café.

Une lourde porte à barreaux de fer, surveillée par un artilleur. Elle s'ouvre. Me voilà aux ateliers.

Une centaine d'hommes couchés ; les uns sur des matelas de paille ; les autres sur de pauvres couvertures, les moins favorisés sur le sol nu.

Une figure connue : le Portugais.

— Monsieur le Gouverneur (encore ?) prenez mon matelas. Demain, nous dépenserons quelque argent et en achèterons un autre.

— Non, non. Merci bien.

— Excusez-moi, monsieur. Vous habitez Alicante ?

— Oui, j'y ai du moins mon domicile.

— Vous avez des propriétés entre Muro et Villena ?

— Précisément.

— Vous présidiez le Tribunal Arbitral d'Alicante ?

— Vous m'intriguez... Et vous-même, qui êtes-vous ?

— Comment allez-vous, monsieur Gonzalbez ?

L'homme, en m'embrassant, pleure comme un enfant.

— Connaissez-vous Palencia, postier, à Cieza ?

— Mais oui, c'est un de mes bons amis... Il faisait son service sur la ligne Cieza-Villena-Muro.

— Je suis son beau-frère.

— Et vous, pourquoi êtes-vous ici ?

— Je n'en sais rien ; je vous raconterai. Vous pouvez m'aider beaucoup. Je m'appelle José Maria Anaya Garcia ; je suis adjoint au maire et membre du Parti socialiste de mon village. C'est là tout mon crime sans doute. Parce que depuis le 4 février que je suis détenu ici, je n'ai encore subi aucun interrogatoire. Nous en parlerons. Nous en parlerons.

Je suis le caporal de cette brigade. Installez-vous à côté de moi. Je ferai tout pour vous aider.

Je n'oublierai jamais la curiosité et l'attention que cette scène suscita dans la brigade. Tous veulent s'approcher de moi, me saluer et m'offrir leurs services. Le caporal se voit obligé de mettre un terme à cette explosion de sympathie.

— Tout le monde à sa place, gronde-t-il.

La Diane. Toilette rapide. Nous descendons dans la cour des Sports. C'est la cour réservée à ma Brigade.

Matinée fraîche, agréable. Le soleil se lève. Présentations... Tabourets de bois aux dimensions invraisemblables... paniers et quelques sucreries.

Ma première observation : pas de pessimisme sur les visages. Serait-ce l'influence, dont parle Balmès, d'un lever de soleil serein sur l'esprit ?

On se croirait en été dans un « cortijo ».

— Non. Ceci n'est pas un « Cortijo » m'assure un ami. C'est l'hôtel Ranilla.

Nous sommes tous devenus des amis.

Un des groupes m'accueille avec une véritable sympathie. Influence probable de Anaya. Il y a là trois détenus évacués par la Légation de Turquie à Madrid et arrivés à Séville avec d'autres compagnons de voyage après une croisière en Méditerranée. Ils se trouvent dans cette Brigade sans savoir pourquoi, ni de quelle autorité ils dépendent.

Les cas de détention sans instruction ni interrogatoire sont extrêmement fréquents.

Le cas de José Maria Anaya est extraordinaire. Arrêté le 4 février, il reste emprisonné sur une simple attestation de la Police, et il le restera sans doute jusqu'à ce qu'une haute personnalité politique daigne répondre de son adhésion au Régime. A leur régime, bien entendu. Depuis des mois, sans aide morale et matérielle, ignoré de tous, il subit son drame et attend celui qui doit le délivrer.

Pourquoi n'expulse-t-on pas ce pauvre homme inoffensif comme indésirable ? Non, il faut qu'il boive jusqu'au bout le calice de l'amertume, qu'il souffre, qu'il meure même dans cette prison.

On a réuni dans la Brigade des Ateliers tous ceux qui ont été arrêtés par ordre de la Police, sans mandat d'aucune autorité judiciaire militaire ou civile.

Je suppose que nous n'avons pas grand'chose à craindre. Je me renseigne.

— Détrompez-vous, me disent mes camarades d'infortune. Ici on n'est jamais tranquille. Il suffit d'un simple changement de délégué de l'Ordre Public pour entraîner la catastrophe. Voyez-vous, au-dessus de nous il n'y a que la volonté d'un homme. Dans les premiers mois du mouvement, un délégué de bien triste mémoire ordonnait les exécutions par centaines. Il arrivait à son bureau au petit jour, après une nuit d'orgie, entouré de prostituées et avec un sadisme inconcevable, il marquait de la fameuse formule fatidique « X-2 », un dossier pris au hasard.

Par ce procédé aussi simple qu'expéditif, les détenus se voyaient condamnés à l'exécution capitale. Mais comme quelques favoris du sort ont sauvé leur vie grâce à l'opportune intervention des amies du délégué, ou grâce à des pots-de-vin importants, le délégué en question a été destitué et remplacé par un autre, qui s'est cru obligé de réviser les dossiers. Pour punir les corrupteurs il les fusilla. N'empêche que les milliers d'innocents qui étaient tombés auparavant, personne ne les ressuscitera plus.

Le lendemain, un officier me dit :

— Prends tes affaires et suis-moi.

— Encore un changement ?

— Oui, une autre Brigade.

On m'amène cette fois à la Brigade des condamnés à mort.

Surprise générale de mes nouveaux « co-brigadiers ». J'y suis connu par ouï-dire. On m'entoure.

— Vous aussi ?

— Moi aussi, quoi ?

— Non, rien. Ici nous sommes tous passés en Conseil de guerre et « El Manco », nous voulons dire le Procureur général, nous a tous gratifiés de la peine de mort.

— Je n'en savais rien... Mais je ne crois pas qu'on m'appellera en Conseil de guerre. Je n'ai rien fait pour cela. Quel délit ai-je commis ?

— N'êtes-vous pas marxiste ?.. C'est suffisant.

— Non. Je suis seulement républicain.

— Alors, si vous êtes ami d'Azaña, de Portela ou de Martinez Barrio, c'est encore pire. Ils n'en ont pas épargné un seul.

— Vous êtes tous condamnés à mort ?

— Tous. Du moins nous avons tous entendu le réquisitoire du Procureur général. On nous a conduits ensuite ici. Le 14 avril, on a fusillé les bruns. Le 1^{er} mai, ç'a été le tour des blonds. Célèbre-t-on une grande fête ?... les

plus jolis au mur. L'aviation laisse-t-elle tomber quelques « melons » sur Grenade ?... les plus laids payent. C'est ainsi qu'on nous liquide les uns après les autres.

Je veux garder un souvenir de cette époque tragique. Je demande :

— Qui veut graver une date sur cette cuiller de bois ?

Beaucoup s'offrent. Le plus jeune de tous grave délicatement les chiffres.

— Monsieur le Gouverneur (j'ai toujours été bien traité en prison), voulez-vous avoir la bonté de me lire cette lettre de ma femme et d'y répondre ?

— Certainement, mon ami.

« Mon cher Michel,

« Je voudrais bien que ma lettre te trouve en bonne santé. Nous sommes bien. Depuis ton départ il n'y a plus que des larmes à la maison. Mais maintenant, ne t'inquiète pas trop, parce que *nous mangeons*. Pascualin est placé à la ferme de l'oncle Juan et gagne quinze pesetas par mois plus la nourriture et les vêtements. La petite est chez ton parent Diego qui m'a dit que je n'avais pas besoin de me faire des soucis pour elle. Elle est bien. Moi je ne fais que penser à toi, toujours. Comme

tu n'as fait que deux jours de garde, et encore parce qu'on t'y a obligé, nous croyons qu'on te remettra vite en liberté. »

Et ce pauvre Miguel qui est condamné à mort !

J'ai la gorge serrée et je dois interrompre la lecture de la lettre... C'est la première fois que je pleure dans cette prison. La Justice Divine vengera l'injustice humaine !

Je finis par comprendre les raisons des changements continuels qu'on me fait faire dans cette Maison.

Quelqu'un que je ne nommerai pas, par une élémentaire discrétion, me renseigne.

— On ignore ici de qui vient l'ordre de votre arrestation, pourquoi vous êtes détenu, de quelle Autorité ou de quel Tribunal vous dépendez. On suppose que vous dépendez du Général Queipo, et, comme sa juridiction ne s'étend pas jusqu'ici, on ne sait comment vous classer.

7. AVEC LES PRISONNIERS POLITIQUES

Un jour de plus. Je rencontre Barroso dans la cour.

— Monsieur le Directeur veut vous voir, ami Gonzalbez, Venez avec moi.

— Mais, Barroso, quand me laissera-t-on tranquille ?

— Vous permettez ?

— Entrez.

— A vos ordres.

Je me trouve devant un tout petit homme en uniforme, avec une expression de dureté affectée. Il fait tout ce qu'il peut pour se rendre aussi imposant que possible derrière son bureau. Ma corpulence et ma sérénité l'intimident visiblement.

— Vous êtes d'Alicante ?

— Oui, Monsieur.

— Vous ne me connaissez pas ?

— Non, Monsieur.

— Cependant j'ai été surveillant d'une Maison de correction d'Alicante.

— Je n'en doute pas. Mais je ne me souviens pas.

L'homme, prenant un air d'importance, s'étire de nouveau, se rappelant sans nul doute que le modeste surveillant d'Alicante est aujourd'hui le directeur de la Maison.

Je voudrais lui dire quelque chose de plus, mais j'y renonce. Je suis devant Monsieur le Directeur.

Quelques renseignements sur le sort de tel ou tel autre de mes amis.

— Bon. Je veux faire pour vous tout ce qui dépend de moi. Vous allez passer dans le département des détenus politiques. Tout ce qui est compatible avec le règlement de la Maison sera fait en votre faveur. Surtout pour ce qui est de l'hygiène.

— Je vous remercie beaucoup, Monsieur le Directeur.

Changement de décor.

De vastes couloirs s'ouvrent à droite et à gauche de la Galerie des cellules. Ceux du rez-de-chaussée donnent accès aux cellules des condamnés à la réclusion ; ceux du premier étage à celles des prisonniers politiques et des otages.

Les cellules des détenus politiques, spacieuses et propres, possèdent un cabinet de toilette complet. Leurs occupants — trois ou quatre par cellule — reçoivent incontestablement un traitement de faveur.

Figures nouvelles, extrêmement sympathiques. Don Angel Baset (beau-frère de Martinez Barrio) et son secrétaire, Francisco Martin Tejada ; le Receveur des Postes de Séville, Don Francisco Perez Delgado ; Don Agustin Muñoz, ex-Directeur général de la Sûreté, Aguilar, frère du Député de la Gauche Républicaine ; un Anglais, un Italien, etc...

Premier contretemps : pas de matelas. Je suis un nouveau venu ; personne ne s'est occupé de moi.

— Tallafé, apporte un matelas pour Monsieur ! crie quelqu'un.

— Impossible, il est trop tard.

— Tallafé..., j'ai dans la main deux pesetas... et j'ai absolument besoin d'un matelas...

— Tout de suite, Monsieur !...

Cinq minutes après, j'ai un matelas ; très probablement soustrait, par Ordre Supérieur, à quelque pauvre diable. Car Tallafé, emprisonné pour vol, est chargé de ce trafic de matelas en échange de quelques avantages pécuniaires.

Après quelques heures d'agréable conversation, je me couche. J'observe que les portes de nos cellules ne sont pas fermées à l'heure réglementaire.

De très bonne heure, longtemps avant la Diane, je me réveille en sursaut.

— Que se passe-t-il ?...

— Mon ami... Faites attention, vous rêvez à haute voix et vous risquez de vous compromettre. Vous n'avez pas idée de ce que vous racontez...

Je me familiarise rapidement avec mes voisins. Une sympathie réciproque nous unit dès les premières heures de mon arrivée.

Ce qui m'ennuie le plus, c'est qu'ils ne partagent pas mon optimisme au sujet d'une libération prochaine. Je les crois influencés par un logique et pardonnable égoïsme. Ils m'épouvantent par le récit de leurs malheurs. Pourtant rien ne devrait plus me surprendre.

Il y a parmi nous un Anglais, Samuel de Isaac Atias, personne agréable et sympathique. Il sera échangé, paraît-il, contre cinq personnes d'une famille de Séville surprise par le mouvement dans la zone républicaine.

— Je ne comprends pas, dit-il, en quoi ma liberté peut-elle intéresser le Gouvernement de la République...

Il y a aussi Don Agustin Muñoz ; malgré ses soixante-dix ans, il est en pleine possession de ses facultés mentales et de son énergie. Arrêté avec toute sa famille au moment de la rebellion militaire, il a vu mourir, à l'âge de quinze ans, son petit-fils à la suite de mauvais traitements infligés dans la Prison. Il y a ensuite Joaquin Varela, condamné à la réclusion perpétuelle pour le seul fait qu'il est le frère de Gouverneur Front Populaire de cette région, (lui aussi condamné à la même peine dans la Prison del Puerto de Santa Maria), et Don Francisco Perez Delgado, homme mo-

dèle, dont la réclusion est fixée à dix ans pour des raisons que personne ne connaît.

Comme compagnon de cellule, nous avons un Italien, Ventura Geovanni, habile et énergique ; il a su gagner la sympathie de tous les officiers et est devenu en quelque sorte le maître de la Prison. Je profite de cet avantage appréciable, et surtout des connaissances culinaires de Geovanni. Il semble, ce bon Geovanni, n'avoir d'autre mission que d'adoucir ma vie de prisonnier. Il m'amuse beaucoup par le récit de ses aventures...

— Je vais vous faire aujourd'hui un dessert extraordinaire... Bien que vous ne soyez pas de la canaille marxiste, mais simple républicain, ce qui est encore pire...

Ainsi jugeait Jésus Crespo, adjudicataire d'un grand restaurant de Séville, cuisinier très réputé en Andalousie, condamné à huit ans de réclusion non pour ce qu'il avait fait, mais pour ses penchants au prosélytisme, qui auraient pu devenir dangereux... pour les rebelles .

Les jours se suivent : « la douleur qui rit », selon la classique définition anglaise de l'humour bien administré, soutient l'espoir d'une libération prochaine. Confiant, je rassure mes compagnons.

— Six, douze, vingt ou trente ans de réclusion, que vous importe, puisque nous reprendrons notre liberté tous à la même date ! La

guerre se terminera avant la fin de l'année par le triomphe des armes républicaines... Ils ne nous auront pas !

8. LE « DOUBLE » ET LE PERSONNEL DE LA PRISON

Je me permettrai de dire que je n'ai reçu que des attentions de la part du personnel de la Prison. J'en excepterai toutefois le chef de service, Señor Bellon. Si le fidèle portrait que je vais en faire lui vaut de l'avancement dans sa carrière, j'ai du moins la conviction qu'il ne sera un motif de châtement pour personne. Je ne tomberai donc pas dans la facile tentation de montrer, dans ces pages, une gratitude pouvant fournir un prétexte à des représailles. Je m'en voudrais toutefois de commettre la vilenie de louer la conduite de ceux qui m'ont traité injustement pour gagner la bienveillance de leurs supérieurs.

J'ai déjà parlé du Directeur Don Sixto Lopez. Je n'ajouterai donc que quelques brefs renseignements : membre de la Gauche Républicaine, il passe au moment de la rébellion militaire au fascisme, et il fait son possible pour se distinguer : basses injures et mauvais traitements pour les prisonniers sans défense, surtout lorsque cela n'engage pas sa sécurité personnelle. Je le revois toujours au moment

où, entouré et aidé de son état-major, il maltraitait durement une huitaine de détenus qui étaient venus du camp de concentration d'Alcala de Guadaira pour voir, à la prison, leur famille, et embrasser leurs enfants.

Que de coups pour avoir osé manifester ce désir ! Que d'injures !... « Canaille marxiste... Fils de... ! Ici la République est liquidée pour toujours ! Entendez-vous, sales canailles... A la cellule ! »

Et le lendemain, on pouvait lire sur les lourdes portes closes de leurs cellules, en grosses lettres : « Eau et pain sec ».

Laissons cet homme, qu'on a surnommé là-bas « Le Double », véritable personnification de toutes les cruautés, et donnons plutôt une idée générale de l'organisation de la Prison.

L'impression qu'elle produit est celle d'une caserne, au régime beaucoup plus dur, beaucoup plus rigide, beaucoup plus tyrannique.

Le Directeur en a le commandement suprême ; il bénéficie de toutes les prébendes et de tous les honneurs : appartement que les artistes détenus n'arrivent jamais à décorer selon son goût et ses caprices ; automobile, chauffeur, ordonnance à sa disposition. Clairon d'honneur. Car il ne passe jamais une revue, ni ne visite une cour, sans être annoncé

par les trois coups de clairon réglementairement réservés aux colonels.

J'y ai connu deux chefs de service, qui se relayaient dans leur garde de vingt-quatre heures comme les officiers et les gardiens.

L'un, Don Manuel Lorenzo, que le sort avait peu favorisé dans le choix de sa carrière, était un individu à qui je n'ai jamais adressé la parole. Le connaissant assez, je me demandais, chaque fois que je le rencontrais, par quel hasard de la vie cet homme avait échoué là, occupant un emploi si contraire à sa nature.

L'autre — (un bon point pour son avancement) — n'avait rien à envier à M. Bellon. C'était un sadique qui se réjouissait jusqu'au paroxysme des souffrances du prochain. Mégalomane, il retenait par téléphone la table réservée dans les restaurants à M. le Directeur, pour l'unique plaisir d'être confondu avec son supérieur et de se faire attribuer sa cruauté. Il réglait toutes les affaires par des coups. Un Caligula pour les humbles, un laquais pour les grands, il demandait à être de garde la dernière nuit des condamnés à mort. Il ne s'y trompait jamais et haïssait l'humanité.

Chaque Chef de Service avait sous ses ordres un groupe d'officiers et de gardiens.

Les officiers, corrects en général — je veux et dois être juste — ont presque toujours une

conception élevée de la dignité de l'homme. Il y en avait toutefois deux ou trois qui mériteraient l'honneur que l'on s'occupe d'eux. Mais je ne le ferai pas, de peur de fatiguer le lecteur.

Cependant, je ne résiste pas à la tentation de consacrer quelques mots à l'un d'eux, Don Santiago, cas psychologique assez curieux.

— Don Santiago, puis-je aller chez le coiffeur ?

— Pas en ce moment. Un peu plus tard.

— Don Santiago, j'ai quelque chose à acheter à l'économat.

— Il est dix heures. Vous n'irez pas avant quatre heures.

— Don Santiago, puis-je monter me baigner ?

— Quelle heure est-il ?

— Onze heures, monsieur.

— Vous monterez à midi.

Il accédait toujours à mes demandes, mais en feignant d'imposer sa volonté de chef sévère. Intrigué, je me suis renseigné sur son compte.

Ceux qui le connaissaient m'ont dit :

— C'est normal. Le pauvre don Santiago joue le même rôle chez lui, avec les amis de sa femme.

Les jeunes gardiens, oubliant trop souvent qu'ils sont entrés en service sous la République, se laissent souvent entraîner par le prestige du revolver et de la matraque qu'ils portent à la ceinture. Avec des airs de généraux, ils sifflent devant les rangs et crient :

— Hé, là-bas, celui en pyjama, rentre dans le rang, et plus vite que ça !

L'action devance parfois la parole... et pan ! un coup de matraque que le malheureux subit dans un sursaut de son corps et de son âme.

Tous les quinze jours, ces « fonctionnaires » changent de service.

Il faut voir, le matin à sept heures, au premier appel, avec quelle curiosité et avec quel intérêt on attend le « matraquiste » que la Providence réserve à chaque groupe.

— Il n'est pas mal, le nôtre ! Quinze jours sans cris et sans coups ! Quelle veine ! se réjouissent les uns.

— Quelle brute ! Tu parles d'une quinzaine de sarabande ! se lamentent les autres.

Chose curieuse, les détenus se soumettent plus docilement au Règlement quand ils se savent surveillés par un gardien humain, que lorsqu'ils appréhendent les coups de fouet d'un bourreau.

Au bas de l'échelle hiérarchique officielle, il y a quelques prisonniers sélectionnés, qui

assurent les services secondaires. Ceux qu'on appelle « destinós » sont chargés du transport des provisions envoyées aux prisonniers par leurs familles, et de l'entretien des divers départements ; ordonances, aide-infirmiers, préposés à la cantine, cuisiniers, coiffeurs, etc. Ces services sont assurés généralement par des condamnés de droit commun et constituent pour eux une source de petits bénéfices. C'est pourquoi les prisonniers les convoient beaucoup.

Les caporaux dirigent, dans leur rayon, les services de corvée et sont autorisés à imposer l'ordre en présence du supérieur, plus spécialement dans les dortoirs. Les caporaux que j'ai connus étaient de bons bougres.

Telle est, en grandes lignes, l'organisation de la Prison de Séville quant au personnel ; il n'y a là d'exceptionnellement arbitraire et cruel que les chefs et quelques rares gardiens.

Il est triste, par exemple, de constater que toutes les exécutions coïncident avec l'entrée en service d'un certain peloton de garde. Et il est plus impressionnant encore d'entendre, au petit jour, le cri strident et cruel du fameux « porrista » Luis de Ulloa, déchirer l'aube sereine et parfumée de Séville — aujourd'hui si tragique — « ...Canailles !.. Assassins !.. Fils de p...! Au mur ! »

9. COMMENT TRAITE-T-ON LES PRISONNIERS ?

Dès que le détenu entre dans la prison de Séville, il perd tous ses droits. Il n'est plus rien.

Sans la moindre explication et pour une période indéterminée, il est mis au secret. Vingt, quarante, soixante jours... Ça n'a aucune importance. On l'y oublie. A l'exception de sa famille, personne ne s'intéresse plus à lui.

La première question qui le torture est : Pour quelle raison suis-je ici ? Et le pessimisme s'empare de lui.

Au secret !... Pourquoi ? Quel délit ai-je commis ? Pourquoi suis-je à la merci d'une autorité improvisée et irresponsable ? Lâches ! Misérables ! C'est ce que vous appelez le Pouvoir Divin ? Quel blasphème ! Comment osez-vous mêler le nom de Dieu à vos crimes ?

Puis, encore... l'avenir ! Que feront-ils de moi ? me fusillera-t-on ? Tant d'innocents comme moi sont tombés !

Des jours, des semaines et des mois passent dans ces affres et cette incertitude. L'isolement est complet.

Dans l'ignorance absolue du sort d'un être chéri, les parents du prisonnier souffrent des tortures indicibles, souffrances morales et matérielles.

Les amis ? Le prisonnier les perd avec sa détention. Il n'est pas bon de fréquenter un ami tombé en disgrâce.

Mais les héroïques sauveurs de l'Espagne restent insensibles à ces tragédies obscures.

Quant à la nourriture des détenus, laissons parler les chiffres.

Avant la rébellion, on comptait une consignation de 1 peseta 50 par individu. La situation actuelle a réduit ce « crédit » à 1 peseta 15. De cette somme dérisoire, il faut déduire quarante centimes pour le pain. Il reste donc 75 centimes pour les trois repas du jour.

Il faut ajouter que le pain est insuffisant et qu'il y a toujours plus de bouches que de portions.

On pardonnerait encore l'insuffisance de la nourriture si elle n'était servie dans des récipients sales et grossiers. Pour tout réfectoire, on a la vaste cour ouverte à tous les courants d'air ou brûlée par le soleil torride. Pour s'asseoir, la terre.

Un jour, j'observe qu'un compagnon, le plus délaissé peut-être, et pour lequel j'éprouve une réelle estime, ne prend pas son café. Pensant qu'il n'aime pas le café, je lui offre quelques biscuits.

— Merci bien, me dit-il. Je ne prends rien, je jeûne.

J'essaie en vain de l'en dissuader, alléguant l'insuffisance de la nourriture et insistant sur son mauvais état de santé.

Un espion rapporte immédiatement mes paroles à l'officier de garde. « Cet athée aura affaire à moi », dit-il, d'un ton menaçant.

Mais il n'exécute pas sa menace. Sans doute comprend-il que ma parole est bien au-dessus de son hypocrisie.

Avant la rébellion, on allouait également une certaine somme (dont j'ignore le montant) pour les vêtements des prisonniers. Elle est actuellement supprimée.

Seuls ceux qui disposent d'argent ou ont une famille peuvent s'habiller convenablement. Quant aux autres... Incarcérés depuis des mois, abandonnés, oubliés de tous, leur famille éloignée ou peut-être fusillée, comment résisteront-ils au froid, au manque absolu de soins ?

Combien ces pensées m'obsédaient pendant mes longues et silencieuses promenades dans la cour !

Le service médical est une véritable dérision.

Le médecin et le directeur rivalisent de compétence.

— De quoi souffrez-vous ?

— D'une rage de dents.

— Qu'on les lui arrache toutes. Il n'en souffrira plus.

— Vous ?

— J'ai mal à l'estomac...

— Trois jours de diète... Pain et eau. Si ça ne passe pas, un peu de bicarbonate dans l'eau, et continuer le régime...

— Moi, monsieur le Docteur, j'avais le bras cassé quand je suis entré en prison. Le plâtre s'est déplacé et les os ne se joignent plus.

— Bon, bon... Venez me voir dans une quinzaine.

— Et celui-là ?

— Docteur, les hémorroïdes ne me laissent pas dormir... Je souffre horriblement.

— Eh bien qu'on lui amène un... (je n'ose pas terminer).

Je réponds de l'authenticité de cette remarque. Toute la prison connaît l'épisode.

— Qui t'a envoyé à l'infirmerie ?

— Monsieur le Directeur.

— Ici, le Directeur n'a rien à dire... Tous les protégés, à la porte. Allez, ouste !

A 70 ans, le docteur de la prison de Séville est sous-lieutenant et se croit général. C'est la guerre !

Le prisonnier vit dans l'intolérable obsession d'une châtimeut aussi subit qu'arbitraire. Que de détenus ne sont-ils pas partis pour ne jamais revenir !

On n'appelle jamais le prisonnier par son nom. On crie dans les couloirs, sous les fenêtres : « Toi, le blond ! ». « Hé, la chemise blanche ». « Celui du panier »... Un traitement correct l'étonnerait d'ailleurs.

Sa correspondance est étroitement censurée. Il est défendu d'adresser des lettres à des personnes ayant la moindre autorité. Jusqu'à la couleur du papier éveille la méfiance.

Je me rappelle qu'une de mes lettres a été interceptée parce qu'elle était adressée à une infirmière de la Croix Rouge !

10. POURQUOI ES-TU ICI ?

C'est la question inévitable que tous les « anciens » posent au nouveau venu. Cet interrogatoire préliminaire du camarade est d'ailleurs fort utile. Il permet de se faire une idée des hommes et des institutions.

Tant que le détenu reste au secret, il est

abattu, préoccupé. Seul avec sa conscience, il est très subjectif dans ses raisonnements, incapable qu'il est d'établir le moindre terme de comparaison avec la réalité. Il ne peut se former une opinion sur les faits et les circonstances qu'en corrélation avec les causes et les effets de son passage dans cet « Hôtel » ou « Cortijo ». Mais lorsque, plus tard, il prend contact avec l'ambiance, lorsqu'il se rend parfaitement compte de la tragédie d'autrui, il en arrive rapidement à cette conclusion : « La propagande militaire-fasciste est fausse, intégralement, absolument fausse. Il n'y a ni ordre ni justice. Le népotisme et le despotisme envahissent tout ».

Le sort qu'on me prépare ?... Mon avenir ?... Un accident... Un acte fortuit... Recevoir des garanties ? S'en remettre à la Providence ? Il faudra aussi penser à la Fatalité.

Examinons différents cas.

Un camarade de prison, dans la cour. Je suis attiré par son allure distinguée, fine, par ses manières correctes. Il évoque dans mon esprit l'image d'un Saint Louis de Gonzague. Non, il ne peut pas être un assassin. Je le vois tranquille, stoïque, serein. Et cela me le rend tout de suite sympathique. Cette impression s'est confirmée par la suite.

— Voulez-vous me dire, ami ?...

— Toscano, pour vous servir.

— Voulez-vous me dire, ami Toscano, pour-
quoi vous êtes ici ?

— Très vraisemblablement, pour suivre
une tradition familiale. Il y a déjà quelques
mois, un de mes frères, médecin, et une de
mes sœurs, ont été ici. Aujourd'hui c'est mon
tour. Mais pour moi, c'est beaucoup plus gra-
ve. Eux, ont été relâchés, un beau jour, sans
procès. A moi, bien qu'aucun juge ne m'ait in-
terrogé, ils veulent me faire croire à tout prix
que je suis l'organisateur d'un complot pour
supprimer Queipo del Llano et m'emparer de
toute l'Andalousie. Rien de moins.

Quelque temps après, Toscano et huit autres
détenus comparaissent devant un Conseil de
guerre. Comme le procureur ne peut se baser
sur la moindre preuve valable, le réquisitoire
se réduit à ceci : « Bien que la participation
aux faits dont on les accuse ne soit pas abso-
lument prouvée, nous avons découvert que les
inculpés s'amusaient à jouer aux complots.
Par conséquent, il est logique que nous nous
amusions à jouer aux exécutions. Je réclame
donc la peine de mort pour les neuf accusés ! »

Un autre m'explique son cas :

— On m'a amené ici il y a quelques mois,

sous prétexte que j'avais regardé de travers les militaires ! C'est ce qu'ils m'ont dit au Commissariat, et il faut bien que je les croie. Mais je vous donne ma parole d'honneur que je n'en sais rien.

— C'est très drôle !

— Oh ! Il y a des cas encore plus drôles...

J'appelle un camarade et lui demande de me raconter son histoire.

— Un jour, me dit-il, ils m'arrêtent et me font subir un interrogatoire au Commissariat.

« Etes-vous communiste ? — Non, Monsieur. — Etes-vous socialiste ? — Non, Monsieur. — Etes-vous républicain ? — Non, Monsieur. — Alors, pourquoi en 1914 avez-vous fait jouer si souvent « La Marseillaise » sur votre gramophone ? — Parce que je suis francophile. — Francophile ? Une canaille marxiste !... En prison ! » Et me voici.

Un garçon en salopette, des cheveux roux, un regard intelligent, m'offre une cigarette.

— Etiez-vous à Séville, me demande-t-il, lorsqu'au mois de juin, le « Pavillon de l'Huile » a explosé sans qu'on en ait encore découvert les causes ?

— J'ignore tout de l'affaire...

— C'était un édifice dans le « Paseo de la

Palmera », destiné à la fabrication de munitions pour l'artillerie et l'aviation. Il a été entièrement détruit. Eh bien, moi qui suis tapisier, un métier plutôt pacifique, je n'ai vu aucun inconvénient à me joindre à ceux qui, dans un camion, aidaient à évacuer des blessés. Je puis dire que j'ai rendu ces services humanitaires avec empressement et désintéressement. Or, quelqu'un qui me voulait du mal a rapporté qu'il m'avait vu me « frottant les mains ». On a interprété ce geste comme une manifestation de joie et depuis quatre vingt-dix jours, je croupis dans cette prison.

Deux autres détenus se joignent à notre groupe.

— Eh bien, nous, nous sommes le plus à plaindre. On ne nous accuse de rien. Et on ne peut pas nous accuser ! Ils nous ont interrogés au Commissariat. Comme nous travaillons dans le même atelier, nous sommes très liés, et, de plus, nos fiancées sont sœurs. Naturellement, nous nous voyions le plus souvent possible : à l'heure du repas, à la sortie du travail, et ainsi de suite. Ils nous ont arrêtés pour que, chacun de son côté, nous leur disions de quoi nous parlions au moment de l'arrestation. Bien entendu, nos déclarations ont été identiques. Nous n'avions rien de plus à dire que la vérité. Mais ils ne veulent pas,

ils n'ont pas voulu en convenir, et... nous sommes ici. Patience !

— Pineda !... Pineda !... Viens ici. Raconte ton aventure à cet ami !

— Non. Je suis fasciste !

— Mais est-ce que je te demande de raconter des mensonges ?

— Eh bien, voilà... Du Commissariat ils m'ont transporté aux « Variedades » (un cabaret transformé en prison). A minuit, un gardien entre avec une liste de plusieurs noms, entre autres le mien. Cela voulait dire « à la camionnette, menottes aux mains, et aux murs du cimetière ». Pendant le trajet je me fais cette réflexion : « Je vais mourir comme un chien... Bon. Alors, mourir ou courir ? » J'ai opté pour la seconde solution. La voiture s'arrête. L'arrière en est bien éclairé par les phares d'autres voitures qui suivent. « Descendez, un à un ! » Un malheureux tombe... un autre... un autre... Maintenant ou jamais ! Je me sens fort comme Tarzan ! Je saute et je me mets à courir comme un fou. Je saute encore le mur du cimetière. Le fossoyeur est effrayé, et je cours, je cours. Un saut final par dessus le mur et je suis en pleine campagne. Je fais l'assaut d'un « cortijo », moi tout seul ! Une bonne âme me déguise en paysan et je

rentre à Séville. Les agents, eux, doivent encore être en train de courir les champs. Mais à Séville, un camarade de pension m'a dénoncé. Pour le récompenser, ils l'auront déjà fait lieutenant. Quant à moi me voici écroué de nouveau !

— Tu as eu de la chance ! S'ils t'avaient liquidé à ce moment-là ?

— Eh bien, je serais maintenant « sur les étoiles » !

— Quand préférez-vous aller au cinéma ? l'après-midi ou le soir ?

— Ça m'est égal.

— Eh bien, je suis ici parce que je ne savais pas à quelle représentation j'aurais dû préférer aller. Ils me gardent ici parce qu'ils ont « une petite question » à me poser au Commissariat. Ils m'ont amené là-bas dans une pièce. Ils m'ont arraché la chemise, ils m'ont mis contre le mur. Alors, un garde m'a demandé : « A quelle heure vas-tu au cinéma ? — A dix heures. — Tu mens ! Tu y vas à sept heures ! » Ils m'ont donné dix ou douze coups et ont recommencé à m'interroger : « A quelle heure vas-tu au cinéma ? — A sept heures ! — Ah ! canaille. Tu vas à la première représentation parce qu'à la seconde on projette le portrait de Franco et on joue l'hymne natio-

nal, et que tu ne veux pas saluer ». Ils répètent les coups et les questions. « —Je vais à la seconde représentation et je salue Franco. — Qu'est-ce que c'est que ça, Franco ! On dit le Généralissime, canaille ! » Encore des coups et je m'évanouis. Je reprends connaissance ici. Je ne sais plus à quelle représentation de cinéma j'ai assisté. Tout ce que je sais, c'est que le goût du cinéma m'a passé pour toute la vie !

Des dizaines, des centaines, des milliers de citoyens sont en prison parce qu'ils appartenaient à un syndicat professionnel, parce qu'ils ont milité dans un parti politique légal, parce qu'ils ont eu un emploi sous un régime constitutionnel normal.

En définitive, c'était mon cas. Mais je reconnais que d'autres ont été incarcérés et restent en prison pour des raisons beaucoup plus arbitraires. C'est le cas, par exemple, des mères qui sont emprisonnées sous prétexte que leurs fils ont déserté du front.

11. « EL PABLITO » ET « EL SOLDADITO »

Le jour de mon entrée en prison, j'ai vu, au pied de l'escalier qui conduit aux cellules du

premier étage, un homme en salopette, à la mine vulgaire, robuste, ayant vaguement l'air d'un ouvrier enrichi. Il était assis et tenait dans ses mains un trousseau de clefs. Je l'ai regardé avec indifférence, ce qui parut l'irriter.

C'était Pablo Fernandez, arrêté pour des raisons que je n'ai jamais pu connaître.

Un camarade de prison m'a prévenu :

— Faites attention à Pablito. Le jour de votre arrivée je l'ai entendu dire : « Tiens... Un Gouverneur républicain ? Il en reste donc encore ? A quoi servent alors les mitrailleuses ? »

La chose ne m'a point ému. D'abord parce que je n'aime pas les potins, ensuite parce que je ne juge pas les gens « à priori ». C'était la première fois que j'entendais ce nom de « Pablito ». Je n'avais pas encore eu le temps de m'en faire une opinion personnelle.

Pablito avait été chargé d'une mission fort simple : celle de surveiller la porte de la Cour des Sports. Il prenait sa tâche très au sérieux. Il faisait son devoir, il n'y avait rien à dire.

Comme les locataires des « cellules politiques » circulaient librement dans cette cour et que d'autre part « Pablito » occupait un grabat tout près du nôtre, il m'a bien fallu entrer en relations avec lui. Il m'a raconté sa vie hasardeuse. Il se disait un brave homme détraqué par la rébellion militaire.

Les autres le tenaient pour un homme redoutable et évitaient sa compagnie. Moi non plus je ne la recherchais pas spécialement, mais j'ai réussi à dominer ma méfiance et le malheureux, ne s'attendant pas à cette conduite de ma part, ne savait comment me montrer sa gratitude.

— Don Francisco, me dit-il un jour, je suis un malheureux. A force de travail j'avais réussi à me faire un petit capital, quatre-vingt-mille pesetas environ... et maintenant, je n'ai plus le sou. Dans moins d'un mois, le 13 septembre, j'aurai purgé ma peine. Que vais-je devenir ?

Il m'en coûtait de croire à la méchanceté de cet homme.

Les cellules des détenus politiques ne sont pas fermées à l'heure réglementaire. Aussi mes voisins viennent-ils tous les soirs me tenir compagnie. Pablito passe et repasse devant ma porte sans oser s'y arrêter, par crainte sans doute de n'être pas bien reçu.

Cependant, son véhément désir le décide un soir et il me demande humblement la permission d'entrer.

— Mais oui, mon ami, entrez donc.

Hésitant et craintif, il s'assied près de moi.

On bavarde, on chantonne même de petits

couplets andalous et on raconte des histoires grivoises. Au bout d'une heure, je reste seul avec Pablito. La lumière lointaine des cours éclaire faiblement la cellule. C'est bien le moment des confidences.

— Don Francisco, vous avez été très bon pour moi et je vais vous ouvrir mon cœur. Mon père était un brave républicain, administrateur des propriétés du Marquis ... dans la province de Jaen. Il m'a gardé chez lui et j'ai grandi sans d'autres soucis que de me créer une bonne situation. J'y ai réussi, comme je vous l'ai déjà dit. Puis, cette terrible guerre est venue. Je ne vous mens pas. Sans être forcé par personne, je suis entré à la Phalange Espagnole. J'ai toujours été un tireur remarquable. C'est pourquoi on m'a versé dans un peloton d'exécution. J'ai fusillé, moi, entendez-vous bien, huit cents rouges.

— Ce n'est pas possible !

— Il fallait bien obéir.

— Mais enfin, huit cents fusillés de votre main ?

— Oui, c'est comme je vous le dis... De ma propre main. J'en ai le compte exact... la moitié contre le mur de la piscine, l'autre sur la route d'Alcala. Je commandais le peloton. Au Commissariat, on me remettait les listes et les individus que nous emmenions dans des camions. Puis, lorsque nous trouvions un endroit propice à l'exécution, nous nous arrê-

tions. Les gardes faisaient descendre les hommes les uns après les autres. Je ne les faisais pas souffrir, croyez-moi, mon tir était rapide et sûr. Je me souviens qu'une femme voulait crier : « Vive le Communisme », mais sa voix s'est éteinte après « Co... ». J'étais tellement connu comme bon tireur, qu'un soir, un groupe de « señoritos » m'a demandé de les laisser assister à ce spectacle. J'ai été félicité par tous, après. Et on a bu copieusement cette nuit-là.

— Pourquoi avez-vous fait cela, Pablo ? Vous ne croyez donc pas en Dieu !

— Oui, je crois en Dieu... Mais... le mal est maintenant sans remède...

— Etes-vous convaincu désormais que Pablito est un être méprisable et que nous ne vous trompions pas ? Quelle canaille ! me disaient les autres.

Pablo était autrefois un homme honnête qui vivait modestement de son travail. Il est devenu un assassin, un dégradé, un anormal... Qui doit-on accuser ? Est-ce ainsi qu'ils prétendent faire une « Espagne Grande » ?

Le « Soldadito » avait une triste réputation pour sa froideur, son impassibilité, sa cruauté en présence de ceux qui, choisis par lui, devaient être exécutés quelques heures après. Il les envoyait sans pitié mourir contre les murs,

sur les chemins de cette merveilleuse campagne andalouse. C'était un individu qui, au moment de son service militaire, demanda à faire partie d'un peloton d'exécution... Il y remplit si bien ses fonctions qu'il en devint rapidement le chef. On le voyait toujours en tête lorsqu'il s'agissait d'une macabre et honteuse mission.

Je ne l'ai pas connu personnellement, mais on m'assura que son physique agréable et sa voix douce contrastaient avec sa froide cruauté, avec le misérable emploi qu'il avait librement choisi.

Peut-être pensait-il que ce sang pur et saint, vainement répandu, infuserait au sien les qualités qui lui manquaient. Plaignons tant d'injustice !

12. VICTORIANO OJEDA

Il n'est pas de source d'information plus directe, plus sûre que la Prison de Séville. C'est là, en effet, que sont réunis les hommes les mieux renseignés, les plus vifs, en un mot, ceux qui ne sont pas des... autres. Lieu propice à la confiance, on y parle sans réserve. Magnifique école pour celui qui sait observer.

Grâce à la confiance que j'eus vite fait d'ins-

pirer à tous, je connus l'histoire de Victoriano Ojeda.

Assis sur nos tabourets de bois, nous épuisons l'invariable thème du triomphe de la République par les armes, et nous ressasons l'histoire de nos vicissitudes... Je me plains de cette monotonie.

— A propos, dit tout à coup un camarade... Qu'y a-t-il de nouveau sur les discours de Victoriano ?

Intéressé je demande :

— De Victoriano ?

— Voilà quelque chose de nouveau pour vous, et qui rompra la monotonie... Regardez, c'est celui qui s'éloigne là-bas dans le fond... Vingt ans de réclusion pour avoir donné à Queipo de Llano le nom de Victoriano Ojeda.

Et il me raconte l'histoire :

— Un soir, il entre dans un café où se réunissaient ses amis. C'était l'heure où Queipo termine ses racontars.

« — Et Victoriano Ojeda, quel discours a-t-il fait ce soir ? demande-t-il.

« On le regarde sans comprendre.

« — C'est de Queipo que je parle... Je l'appelle Victoriano à cause des victoires qu'il annonce tous les jours, et Ojeda à cause de sa ressemblance avec Ojeda qui vend ses meu-

bles à longue échéance... Vous n'avez pas remarqué qu'il annonce toujours ses triomphes pour une date éloignée ?... Et encore..., il y a souvent prorogation !

« Eclat de rire général. Vingt ans de réclusion. »

— Croyez-vous que l'on puisse prendre Victoriano au sérieux ?

— Bien sûr que non... Mais il me distrair parfois.

— L'autre soir, il a exagéré tout de même un peu trop... Il n'a guère de respect pour ceux qui l'écoutent. « J'ai appris, disait-il, qu'il y a des femmes en Andalousie qui se plaignent de la longueur de cette guerre, qui les prive de leurs maris, les uns étant au front, les autres disparus... Je leur rappellerai, après leur avoir conseillé le calme et l'esprit de sacrifice, que nous sommes maîtres des Canaries qui produisent une surabondance de bananes. »

Sans commentaires ! C'est du pur Victoriano.

Encore une histoire de Victoriano dans toute sa stupidité.

Le grand Ojeda est à table avec sa famille.

Un aide de camp entre et annonce avec tout le cérémonial réglementaire :

— Mon général ! Une dame demande à vous parler d'urgence.

— Qu'on me laisse tranquille !... Je suis à table avec les miens !

— Mon général... Cette dame dit qu'elle apporte un cadeau pour l'armée... Quelques monnaies d'or.

— Eh bien, dite à cette dame qu'elle entre immédiatement.

Salutations, remerciements, formules d'usage.

La dame se retire après avoir déposé ses pièces d'or.

La famille se retrouve dans l'intimité.

— Oh ! la jolie monnaie d'or, exclame un des enfants, le petit-fils sans doute, et en demande une... Les grands en font autant.

Et celui qui préside la table, et en même temps les destins d'une bonne partie de l'Espagne, y consent, pour que tout le monde soit satisfait :

— Prenez-les, puisqu'elles vous plaisent, mais vous m'en enverrez la contre valeur.

Quel dommage que je ne puisse donner le nom de celui qui répond à l'authenticité de cette anecdote.

— Un jour, raconte un autre, Victoriano a l'idée lumineuse d'imiter les Allemands avec leur invention du plat unique. Un jour par mois, un seul plat ! « Non, dit Franco, deux jours par mois ! » ... « J'ai dit un, insiste Victoriano ! » Quelque temps après, un décret paraît au *Journal Officiel* : Quatre jours de plat unique !

Sur la question du blé.

— Mon général, lui dit le capitaine Lobo, je viens de Salamanque et de Burgos. On y prépare un décret sur le régime du commerce du blé.

— Ah ! dit Victoriano, il ne faut pas qu'on nous devance là-bas. Préparez, vous aussi, un projet, un règlement sur la question de blé... Quelque chose d'original, mais que tout soit prêt et rédigé dans trois jours. Avez-vous assez de temps ?

— A vos ordres, mon général.

C'est ainsi qu'a été réglée l'importante question du blé en Andalousie. Il va sans dire que cet original et rapide décret souleva le mécontentement général des négociants en blé, des minotiers, de la Banque. Une Assemblée de tous les principaux intéressés s'est réunie à Salamanque tout de suite après, et le fameux décret de Victoriano a été annulé.

L'officier de garde entre dans la cour. C'est l'heure de l'appel. On se sépare.

— Au revoir ! Adieu ! Salut !

— Mais, vous ne savez donc pas saluer à la Victoriano ?

— Non. Comment salue-t-il ?

— Les uns saluent le poing fermé, les autres le bras tendu, la main ouverte. Notre général salue, lui aussi, avec la main ouverte, mais la paume vers le ciel, comme s'il attendait la manne !

13. AUTRES CAS CURIEUX LES OTAGES

Si je relatais tout ce que j'ai entendu et observé dans la prison de Séville, pendant mon court séjour, les lecteurs se lasseraient sans doute de m'entendre répéter que là-bas tout n'est qu'arbitraire et souffrance.

Je ne choisirai donc dans mes souvenirs que quelques cas seulement. On pourrait pourtant en citer des centaines...

Pedro Gimenez est un excellent garçon, emprisonné avec son oncle Manuel et ses cousins. Son père et plusieurs de ses parents ont

été fusillés. Lui aussi est menacé de la peine capitale.

Il attend l'heure fatale en pleurant sans cesse, et appelle sa mère dans son terrible tourment.

— Pedro, lui dis-je. Dites-moi la vérité, jurez-moi sur votre mère de me dire toute la vérité. Qu'avez-vous fait dans votre village lorsqu'il était au pouvoir de l'Autorité légitime ?

— Rien, absolument rien. Je n'ai jamais pris une arme... Quand les fascistes se sont approchés, je me suis enfui dans les champs, puis je suis retourné auprès des miens. On m'avait assuré que je n'avais rien à craindre. Beaucoup sont tombés cependant, comme mon père... Les autres sont emprisonnés comme moi. Croyez-vous qu'ils me fusilleront ?

Quelques jours après, la peine de mort de Pedro fut commuée en celle des travaux forcés à perpétuité.

Je me promène inlassablement dans la cour. Vous en souvenez-vous, camarades ? N'est-ce pas qu'il y a là matière à méditations ?

La Police sonne à la porte d'un appartement. Personne ne se présente. Elle sonne chez le voisin.

Monsieur Parodi, propriétaire de l'immeuble, répond.

— Le monsieur que vous cherchez n'habite pas ici. C'est à côté.

— Nous le savons, mais personne ne répond. Où est-il ?

— Je n'en sais rien.

— Alors, suivez-nous au Commissariat, jusqu'à ce que vous nous disiez où est votre voisin.

Le voisin, découvert et arrêté, est remis en liberté le lendemain.

Monsieur Parodi, en échange, est encore en prison, depuis quatre mois.

Deux détenus à la mine malheureuse attirent mon attention. Se tenant à l'écart, ils semblent craindre le moindre incident qui aggraverait leur peine.

— Nous, nous sommes tranquilles. On nous a dit que nous serions libres dans dix mois. Une peine légère que nous purgerons avec patience...

Les camarades me racontent leur cas, assez insignifiant. L'un est accusé d'avoir dit : « Celui qui a le tambour le bat » ; l'autre d'avoir répondu : « Oui, mais la caisse commence à sonner faux ».

Les otages sont des prisonniers soumis au même traitement que les autres. Ils ne jouissent d'aucune considération spéciale. Ils appartiennent généralement à des familles d'une certaine influence dans l'Espagne Républicaine. Il y a parmi eux le fils de Largo Caballero, qui faisait son service militaire dans la Caserne de El Pardo au moment de la rébellion. Après de nombreuses vicissitudes, il a été incarcéré à Séville.

Mis au secret, il occupe une des cellules du rez-de-chaussée de la Prison et ne voit que les officiers et les gardes de service. La moindre tentative de communiquer avec lui est durement châtiée. Ce n'est que par un effort suprême de ma volonté, et pour le bien commun qu'un jour, le croisant dans le grand couloir, je me suis dominé et ne lui ai pas crié : « Courage ! Confiance ! Espoir ! Le triomphe est à nous ! »

Dès qu'on suppose qu'un soldat disparu est passé dans les rangs républicains, les parents du soldat, hommes ou femmes, sont immédiatement arrêtés.

Tel est le cas d'Arsenio Lopez, dont les trois fils sont au front. L'un d'eux disparaît un jour. Aussitôt le père est conduit par la Garde Ci-

vile au Commissariat ; depuis ce jour, il est en prison.

— Mon cas est encore plus grave, me dit un certain Rube, de Puerto de Santa Maria. Arsenio Lopez a au moins la consolation d'avoir sa femme et ses enfants en liberté. Moi, je suis ici avec ma femme, mon fils, ma mère, et même avec ma bru. Ils n'ont laissé personne à la maison. Et toujours pour le même motif... Ils supposent que mon fils est à Valence.

Les arrestations d'otages ne cessent de se multiplier.

— Si l'on continue ainsi, s'exclame un chef de service devant l'affluence de plus en plus grande des otages, les gens devront dormir dans les cours.

14. LA DELATION CALOMNIEUSE A L'ORDRE DU JOUR

Il y a à Séville toute une série d'individus spécialisés dans la délation et qui méritent d'être classés en catégories d'après la manière dont ils opèrent. Tous sont également méprisables. A quelques-uns on peut accorder des circonstances atténuantes à cause de leur si-

est
t un
rse-
voir
l, je
ière,
onne
tif...

tuation matérielle précaire. D'autres — les ratés de toutes sortes, et ceux qui passent leur vie dans les bistrots sans s'occuper d'autre chose que de prostituées, de taureaux et de chevaux — n'ont pas même le bénéfice des circonstances atténuantes. Ce qui les pousse à la délation, c'est la haine d'une société qu'ils ne parviendront jamais à comprendre.

Voici les différentes catégories de cette faune :

les mouchards rétribués qui doivent accomplir leur mission coûte que coûte ;

ceux qui font de la délation un tremplin pour leur carrière ou leur ambition ;

ceux qu'anime uniquement la soif de vengeance contre tout et contre tous, et qui trouvent dans cette guerre l'occasion tant désirée de frapper leur coup... et de se mettre en avant après avoir été trop longtemps relégués au second plan.

Lesquels sont les plus redoutables ?

La réponse n'est pas aisée, mais il est certain que tous agissent avec un arbitraire absolu.

Les commissariats sont bondés, et l'on fusille les gens par milliers.

Aussi bien, un grand nombre de vrais criminels pervers profitent d'une situation privilégiée qu'ils n'auraient jamais pu se créer en temps normal.

Le mouchard à solde est, peut-être, le moins

dangereux, parce qu'on le repère facilement. Mais une responsabilité terrible lui incombe : en vertu de la vitesse acquise dans son métier, il se voit obligé de découvrir tous les jours un moyen de se rendre utile et il cause fatalement des dégâts irréparables.

Souvent, le fait dénoncé ne devrait être considéré en justice que comme une faute légère. Mais qui parle de justice en Espagne nationaliste ?

La seconde catégorie est celle qui cause les plus grands ravages. Ces mouchards ont un tel désir de percer, de se distinguer, de montrer des étoiles et des décorations, des bérets de toutes sortes, qu'ils ne reculent devant aucun moyen pour les obtenir. N'oublions pas, d'ailleurs, le bénéfice des prébendes, si nombreuses que jamais on n'aurait pu en soupçonner une telle pléthore.

Nous nous sommes souvent rappelé ce qu'on dénonçait naguère comme un abus : l'emploi que l'on faisait de la voiture officielle. Mais aujourd'hui, en Andalousie, même les sous-lieutenants de réserve ont des voitures officielles.

Le procédé de la réquisition pratiqué sur une grande échelle a grandement facilité la consommation de l'essence dans l'Etat totalitaire.

Les gens sans morale qui aspirent à une sinécure cherchent à l'obtenir par tous les moyens.

Mais la troisième catégorie d'espions et de délateurs est la plus horrible, la plus monstrueuse.

Je puis tranquillement affirmer qu'une révision impartiale des procès et des dossiers prouverait que quatre-vingt-dix pour cent de ceux qui ont été arbitrairement fusillés, jetés en prison ou internés dans des camps de concentration, doivent leur disgrâce à ceux qui, autrefois nuls et méprisés, aujourd'hui considérés, estiment que pour eux, le moment propice des représailles est venu.

C'est ainsi qu'en Andalousie ont disparu plus de quatre-vingts pour cent des ouvriers qui se sont occupés de la direction des syndicats professionnels, de ceux qui dans les Commissions paritaires représentaient la classe ouvrière ou avaient porté plainte contre les patrons ; de ceux qui ont exercé une activité politique ou syndicale quelconque dans leur localité, et en général de tous les citoyens qui, par leur intervention plus ou moins directe dans les affaires publiques, ont appartenu à l'organisation du Front Populaire ou simplement aux partis républicains.

Lorsque dans un Commissariat on est embarrassé pour interroger un détenu, parce qu'il n'y a rien qui justifie sa détention, on a recours à l'astuce suivante, confirmée par des centaines de cas.

— Pour qui as-tu voté ?

Si l'accusé dit qu'il a voté pour la droite, on le punit pour avoir dit un mensonge. S'il répond qu'il a voté pour la gauche, on l'arrête comme indésirable.

Que de misères, que de souffrances dues à la délation !...

Si au moins on exigeait une garantie, une formalité, quelque commencement de preuve !... Rien.

Un feuillet, trois lignes rapportant qu'un citoyen a des idées extrémistes ou qu'il a appartenu à une organisation républicaine suffisent pour le jeter en prison. Pour combien de temps ? Personne ne le sait.

Voici un cas typique. Nous ne donnons pas le nom de l'intéressé pour ne pas aggraver sa triste situation, car il est encore en prison. Le détenu, qui fabriquait un produit dans de meilleures conditions que son délateur, a été dénoncé par celui-ci comme professant, d'après lui, « de mauvaises idées ». (C'est ce qu'on lit dans le rapport). Cela a suffi pour ruiner un homme matériellement et moralement. C'était du reste le but du mouchard.

Jusqu'où ira le « zèle » des délateurs ?

On admet tout, on tolère tout, on leur consent tout.

Un jour de fête à Séville fut aussi une grande fête pour un individu de cette faune. Il s'était chargé de signaler les locataires des maisons dont les balcons n'étaient pas ornés de tentures. Il en accusa beaucoup à tort, évidemment. Un des locataires signalés prouva qu'il vivait seul et que sa maison était fermée ce jour-là, car il se trouvait à Jerez. Son explication ne fut pas acceptée. J'ai connu ce malheureux, — impresario de théâtre — dans la prison.

Nous pourrions citer sans fin des cas de ce genre, des dénonciations innombrables que des esprits malsains se chargent d'inventer.

La chose serait en elle-même moins grave si on n'arrêtait pas l'inculpé avant toute vérification. Mais comme tout cela est normal là-bas, il est effrayant de penser aux suites des vengeances personnelles pratiquées par ces misérables, par ceux-là même que la République si tolérante et humaine, a respectés dans leurs vies et leurs biens, non pas parce qu'elle les ignorait, mais par pure bonté.

15. EST-CE POSSIBLE ?

Je me souviens de ces campagnes aux Cortès et dans la Presse qui étaient la suite inévitable de toute grève de quelque importance.

Naïf, je refusais de donner créance aux récits tragiques qu'on en faisait.

Je ne connaissais la Force publique, à travers les milieux politiques et sociaux où j'ai toujours vécu, que comme une institution à l'attitude correcte et respectueuse. Je ne pouvais pas croire qu'elle pût attendre le degré d'avilissement où elle est tombée dans l'Espagne rebelle.

Je peux en parler aujourd'hui par ma propre expérience et par des témoignages de bonne foi. Conduit au Commissariat, un garde me fouille minutieusement. Il me dépouille de ma ceinture, de ma montre, de mon stylo... Même d'une photo de ma fille.

Un jour, j'occupe dans l'autobus Algésiras-Séville une place réservée, à mon insu, à un garde civil. Elle m'avait été vendue par erreur. Le garde jette un coup d'œil sur le revers de ma veste démunie de toute sorte d'insignes.

— Un rouge !... s'écrie-t-il. Décidément, on ne sera pas tranquille avant d'en avoir terminé avec cette canaille.

La prison m'a ôté, à cet égard, les derniers doutes. J'avais cru que le châtimement corporel avait disparu de nos coutumes. Il n'en est malheureusement rien.

J'ai vu les épaules d'un prisonnier, véritable plaie à vif.

— Raconte, lui dis-je.

— J'ai été arrêté en janvier et conduit au Commissariat où l'on devait me poser « une petite question ». On m'a enfermé avec les derniers détenus. Presque tous ont été fusillés. Chaque jour il y avait de nouveaux arrivés, mais il en partait autant pour « le mur » ou pour la prison. Un soir on nous a appelés pour l'interrogatoire, par groupe de six. Les premiers en sont revenus dans un état épouvantable. Il y en avait qui ne pouvaient pas se tenir debout. L'un d'eux s'est donné la mort dans la cour du commissariat. Quand ç'a été mon tour, on nous a amenés dans une salle du premier étage où un garde jouait, au piano, une marche militaire.

« On nous a placés tous les six, torse nu, en file contre le mur taché de sang.

« Un garde interrogeait :

« — Toi, qu'est-ce que tu fais ?

« — Je suis vendeur ambulant.

« — Ce n'est pas ce que je te demande. Tu es de gauche ou de droite ?

« — Je ne m'occupe pas de politique.

« On le roue de coups.

« Le garde insiste :

« — Pour qui as-tu voté ?

« — Pour la droite.

« Nouvelle volée de coups.

« — Dis, canaille, pour qui as-tu voté ?

« — Pour la gauche.

« — Un autre fils de ...! Au mur !

« C'est mon tour maintenant.

« Même interrogatoire.

« — Pour qui as-tu voté ?

« — Pour la droite.

« — Encore une fois pour qui as-tu voté ?

« — Pour la droite.

« Des coups. Encore des coups. La matraque s'enfonce dans ma chair.

« — Pour qui as-tu voté ?

« — Pour la droite.

« — Jetez-moi ça en prison !

Combien auraient sauvé leur vie s'ils avaient su résister à ces assassins, s'ils n'avaient pas perdu leur sérénité dès le premier moment. C'est ainsi que l'alternative : prison ou mur — ne dépend que du hasard d'une réponse.

On m'a raconté des horreurs sur ce qui se passe dans les postes ruraux de la Garde Civile et de la Phalange. Sur ce qui se passe dans la prison de Séville, je n'ai pas besoin d'être renseigné. Je l'ai vu de mes yeux.

Un jour, un camarade de détention, M. Bejar, vient me dire :

— Savez-vous la dernière nouvelle ?

— De guerre ?

— Oui. Très intéressant.

— Alors, taisez-vous. C'est ce que nous avons de mieux à faire.

Le pauvre homme ne peut se dominer et va raconter à quelqu'un d'autre que les forces gouvernementales ont pris Saragosse !

Pauvre ami Bejar !

C'était l'heure de la sieste. La chambre des tortures est au-dessus de la mienne. J'entends parfaitement les gémissements de Béjar, ses cris déchirants, les coups, le bruit sourd de son corps tombant lourdement par terre.

Il a eu quinze jours de « régime » (pain et eau) et on a augmenté sa peine de six mois.

Dix heures du soir. Des pas lourds. Des voix. Mouvement dans les cellules.

— A vos rangs, fixe ! Garde à vous ! Canailles !

Encore un spectacle. J'en ai assez.

— Giovanni, allons dormir !

Le fouet du « Doble » cingle quelques malheureux au visage. La matraque s'enfonce

dans leur dos. Gémissements. Supplications.
Cris de douleur.

Le « Doble » et les « Porristas » ripostent
par des injures et par de nouveaux coups.

Je n'en peux plus.

— Il faut protester contre tous ces crimes.
Y a-t-il quelqu'un qui m'accompagne ?

— Vous êtes fou ? C'est se suicider !

Pourquoi en raconter davantage ? Je l'ai
vu, je l'ai entendu, je l'ai vécu.

Qui osera me démentir ?

16. QUATORZE MOIS APRES LE COMMENCEMENT DE LA GUERRE ON FUSILLE ENCORE !

Lorsque, plus tard, j'entendrai parler de la
guerre civile, lorsqu'on comptera les milliers,
les millions de vies sacrifiées à l'ambition de
quelques généraux, lorsque devant mes yeux
se déroulera le défilé d'horreur de notre Es-
pagne, de ses champs ravagés, de ses belles
villes en ruine, je penserai, avant tout, à la
tragédie dont j'ai été le témoin oculaire à Sé-
ville.

Les cours de la prison connaissent des jours
d'un optimisme inexplicable. D'autres jour-

nées, sont, par contre, malgré l'éblouissante lumière andalouse, des journées sombres sur lesquelles pèse un pressentiment d'orage.

Sans savoir pourquoi, l'inquiétude et l'angoisse gagnent tout à coup les prisonniers. Des figures lugubres... On cherche alors dans la solitude la consolation qu'on ne saurait trouver ailleurs.

Je garde le souvenir d'une journée particulièrement sombre... Quarante prisonniers sont partis pour le camp de concentration. Nous sommes tous tourmentés par la même inquiétude, la même pensée... c'est que le détenu qui sort de la prison ne sait jamais où il va.

Crépuscule. On va siffler pour le repas du soir.

On entend des cris dans la cour centrale. C'est une liste de noms qu'on appelle... Ils sont treize... Plus loin des cris et des sanglots de femmes... De femmes ?... Oui, je dis bien, des cris et des sanglots de femmes. Malgré leur grande expérience, Messieurs les Officiers sont déplorablement maladroits. Deux groupes se sont formés dans le silence de la cour. L'un ira prendre sa soupe, l'autre se préparera à mourir.

Tout le monde ne mangera pas ce soir... Le spectacle est horrible, trop inhumain. L'angoisse étreint les cœurs. Treize hommes et quatre femmes vont mourir. Pourquoi ? Quel est donc leur crime ? On l'ignore.

On me signale dans un coin quelques détenus qui viennent de passer en Conseil de guerre et qui ont échappé, sans qu'ils se l'expliquent, à la peine de mort.

Je me renseigne auprès d'eux.

— Nous n'y comprenons rien, me disent-ils. L'Avocat général a prétendu que dans notre village il y a tellement de marxistes que le bien de la société exige leur extermination.

— Mais les femmes... Pourquoi ?

— Ce sont les femmes de quatre d'entre nous... Vous savez bien qu'il ne leur en faut pas davantage.

Mes yeux n'ont pu se fermer cette nuit-là. Ma cellule restant ouverte, le département des prisonniers politiques n'étant séparé des cellules réservées aux condamnés à mort que par une porte grillagée, j'ai pu observer tout ce qui s'y passait.

Dans un silence impressionnant, les gardiens surveillent les condamnés à mort parqués par groupes de deux.

Un prêtre leur donne la suprême consolation.

Je demande si ces pauvres êtres vont attendre leur dernière heure sans le moindre cordial... tabac, café, etc...

— Non, on ne leur donne rien. Il y a environ un mois on a fait une quête autorisée par l'officier de service, précisément pour

l'achat de quelques réconfortants pour les condamnés à mort. On a recueilli une vingtaine de pesetas. Le directeur, mis au courant, s'est indigné de cette sorte de « Secours Rouge » dans la prison. Les organisateurs de cet acte humanitaire et ceux qui y avaient contribué ont été roués de coups, puis mis « au secret », au pain et à l'eau pendant quinze jours. Il va sans dire que l'expérience n'a pas été renouvelée.

Trois heures du matin. Les cellules des condamnés à mort s'ouvrent successivement. Le personnel de la prison aidé par des agents de la police attachent avec des fils de fer ceux qui vont être livrés au peloton d'exécution. Un détachement de gardes de police est déjà en formation dans la galerie. Des hommes de la même classe sociale que les victimes ; comment pourraient-ils rester impassibles ?

Un officier demande au prêtre :

— Se sont-ils tous confessés ?

— Tous, sauf deux qui ont refusé.

— Ah ! les canailles !

Et la matraque entre en action. L'un des deux pleure. L'autre résiste aux coups sans sourciller, sans un cri. Il se borne à dire :

— Frappe, frappe toujours. Ne te suffit-il donc pas de savoir que je vais mourir.

Le curé s'éloigne du groupe et implore la clémence.

— Ce ne sont que des voyous ! hurle le « porrista ».

— Non, dit le curé, ce ne sont que des malheureux !

Le premier des deux insoumis demande enfin à se confesser ; un prêtre le confesse en cinq minutes. Silence angoissant...

En avant, marche !

Les femmes pleurent et crient dans leur désespoir :

— Mes enfants !... Mes pauvres petits !...

Un des condamnés s'arrête un moment et sa voix nette, forte et sereine s'élève :

— Vous ne serez pas si courageux, allez, lorsque bientôt ce sera votre tour !

Luis de Ulloa vomit des injures par sa bouche infernale :

— Canaille ! Marxiste ! Bandit !

Quelqu'un essaie de le calmer.

— Voyens, Luis... Assez... C'est assez !

La lugubre procession est en marche. Le silence regagne la prison.

Une mère est venue voir son fils pour la dernière fois. Elle l'attend à la porte... Per-

sonne n'osera lui refuser cette dernière caresse, ce dernier adieu à son enfant bien-aimé... Mais non... Elle le voit passer, pressé, abattu, humilié... On l'a jeté dans un camion comme une vulgaire marchandise !

L'aube, enfin ! Mais l'horrible cauchemar ne s'est pas dissipé. Vite une douche froide. Je descends dans la cour.

Pourquoi fusille-t-on après quatre mois de guerre ? Et surtout à Séville, où dès le premier moment les insurgés ont été maîtres de la situation ? Quel plaisir étrange trouve-t-on à tuer ? Franco connaît-il tous ces crimes, dans toute leur horreur ?

Mais, est-il possible qu'il les ignore ?

Et la tuerie continue... Des victimes, toujours plus de victimes... Un jour, quatre... Le lendemain, douze... Je ne veux plus y penser !

Le registre de la prison de Séville parlera pour moi.

17. LA MESSE, LA CONFESSION. MADEMOISELLE ZERO. HYMNES ET MARCHES

Rien d'extraordinaire à ce que je me déclare catholique. C'est précisément parce que je le suis que je me sens obligé de décrire en quelques lignes la façon dont le culte est célébré dans la prison de Séville ; entre baïon-

nettes, révolvers, cravaches, fausses exhortations à la paix et à la justice.

Premier samedi d'incarcération. J'entends des cantiques. Le chœur répète pour la messe du lendemain.

Tout à coup des cris. On appelle.

— Eh, les nouveaux... Venez, mademoiselle Zéro est là.

Je suis un des nouveaux venus. On me regarde. On se demande quelle va être mon attitude. Je continue ma promenade dans la cour.

— Vous n'avez pas compris ?

— Pourquoi m'appelle-t-on ?

— Pour préparer la confession. Mademoiselle Zéro est là. Demain, il faudra communier.

— Qui l'a dit ?

— Personne... Mais c'est l'habitude...

— Je préfère m'abstenir.

Chuchotements, murmures, attente pleine d'anxiété. C'est mon premier acte d'indépendance dans la prison.

Les nouveaux venus estiment-ils que la pratique religieuse est le chemin de leur liberté ? Que peut valoir une telle confession ?

Dimanche. La Diane. Dans la cour. Nouveles sonneries de clairon. Nouveaux appels.

— A vos rangs ! Ceux qui communient en tête !

Quelques-uns passent devant. D'autres hésitent. Deux manquent.

— Où sont-ils ?

— Ah ! les voilà... Allons, passez en tête... Qu'est-ce que vous avez ?

— C'est que nous avons déjeuné..

C'est ainsi que l'on conduit les gens à la communion.

En rangs serrés, nous traversons les couloirs, nous remplissons les galeries. Que de gens ! Les femmes sont à part. Le « Double », accompagné de son état-major, nous passe en revue. Devant la cage vitrée qui sert de bureau de classement et de surveillance, l'autel se dresse, présidé par le Christ. Six phalangistes, baïonnette au canon, montent la garde. Le directeur occupe la place d'honneur. A ses côtés, un clairon.

L'office comence. Un phalangiste lit à haute voix : « Le Christ est venu au monde pour délivrer l'homme. C'est pour cela qu'il a souffert et qu'il est mort sur la Croix. Soyez juste, et ayez confiance en lui. Pardonnez à vos semblables... »

Je n'en peux plus. En voyant les larmes de mes amis, mes yeux se voilent à leur tour. Je n'entends plus rien... Je tombe à genoux, puis je me relève au son impératif du clairon. Dieu du ciel et de la terre, pourquoi, en ton nom et au nom de la sainte religion, les hommes commettent-ils tant de crimes ? Pauvres compagnons de détresse ! Pauvres amis ! Pitié pour tous !

« Sainte Vierge ! Mère bien-aimée... Reine de nos cœurs ». Les prisonniers chantent en chœur, accompagnés par Luis de Olloa, le « porrista » sadique.

Encore un sacrilège !

J'observe autour de moi ceux qui assistent à la messe avec dévotion, ou indifférence, ceux qui bénissent Dieu, ou doutent de sa justice, qui n'épargne pas les innocents. A côté de moi, un juif. Pourquoi ne pas laisser à chacun sa liberté de conscience ?

La messe est terminée. Un coup de sifflet : garde-à-vous ! Le bras tendu à la romaine, il faut chanter, bon gré, mal gré, l'hymne des Phalangistes !

Un appareil photographique, placé au bon endroit, ouvre son objectif. La propagande n'est pas perdue de vue, le moment est opportun... Demain, les journaux illustrés et les cinémas reproduiront cette scène montrant les prisonniers « manifester » leurs sentiments fascistes.

Instinctivement, je mets la main sur mon visage. Mon bras reste tendu comme dans un geste de protestation devant une menace...

Un hymne italien. Le défilé s'organise, s'ébranle, gagne les couloirs, les cours... On entend là-haut la voix des retardataires.

Magnifique dimanche d'août. Je me promène au soleil. Je veux me saturer de lumière, penser, méditer, me rapprocher de Dieu.

« Ne préféreriez-vous pas, Seigneur, moins de solennité et plus de dévotion ? Des conférences religieuses, où l'on viendrait de son plein gré, et qui seraient faites par des prêtres instruits et vertueux, ne seraient-elles pas une meilleure préparation à la communion ? »

Dieu est juste. Comment ose-t-on commettre tant de crimes ?

Malgré toute sa bonne volonté et sa bonté d'âme, Mademoiselle Zéro ne réussit guère à consoier les malheureux détenus... Une dame très respectable, qui cache son nom par mo-

destie, fréquente la prison, apporte aux prisonniers son aide morale, et les prépare de son mieux à la communion. Elle ne peut cependant réparer l'injustice...

Elle s'est souvent adressée aux autorités, demandant grâce pour tant de victimes.

— Mademoiselle, lui répond-on invariablement, votre mission n'a rien à voir avec ça.

18. L'INJUSTICE DANS LES VILLAGES

Si dans les villes où sévissent les chefs de la *nouvelle Espagne*, il n'y a pas ombre de justice, de sécurité personnelle, de garanties d'aucune sorte pour les vies et pour les biens des citoyens, que peut bien être l'existence dans les petites communes, où les anciens « caciques », les sergents-chefs de la garde civile, ou de simples gardes forestiers se voient investis d'une autorité toute puissante ?

La vengeance pour des motifs personnels, la loi du talion régissent aussi bien la vie urbaine que la vie rurale.

Voici quelques réflexions qu'on peut entendre tous les jours dans les villages de la « zone libérée » :

— Ah ! cette fripouille de maire du Front populaire !... Il m'a obligé à loger dans mon « cortijo » deux chômeurs. Maintenant, c'est mon tour.

« Son tour », c'est l'exécution des deux ouvriers et du maire du Front populaire.

Le caporal chef de la Garde Civile ayant, avant la rébellion, dénoncé deux chasseurs qui avaient dérobé trois pièces de gibier pour donner quelque chose à manger à leurs enfants, s'était vu récuser par le juge de paix. Eh bien, *une petite promenade* des deux chasseurs et du juge constituera une mesure tout à fait salutaire.

Ainsi se poursuit la ruine des communes et des champs, ainsi liquide-t-on le paysan andalou, ainsi perpétue-t-on le spectacle tragique des cadavres au bord des routes. Cela s'appelle « le nettoyage de l'arrière ». *C'est qu'il faut en finir avec toute la canaille marxiste.*

Je n'exagère pas. Voilà des cas précis dont je garantis l'authenticité :

Premiers jours de mai. Dans un restaurant de Séville, un ami madrilène me présente un lieutenant du Tercio. La bière et le cointreau délient la langue de cet officier quatre fois blessé.

— Franco est magnifique ! observe mon ami, lancé à la course des lieux communs.

— Evidemment, mais il n'y a aucune comparaison avec Yague. On ne parle pas assez de cet homme-là... Moi, je vous assure qu'il est épatant ! Il vous nettoie les villages... en un clin d'œil ! Sans Yague et sans le Tercio, que deviendrait notre guerre ?..

— Mais vous ne croyez pas que Franco... insiste mon ami.

— Ah ! je préfère Yague... Je vous le dis franchement... Ce qu'il nous faut, ce sont des hommes comme lui. Il a des procédés uniques pour le nettoyage de l'arrière. Ah ! si tous faisaient comme lui !...

Mon ami attend la fin de la guerre à Saint-Sébastien. L'officier du Tercio est mort sur le front du Nord.

La récolte des olives n'a pu être faite cette année dans les champs de Dos Hermanas — petite commune non loin de Séville. Les hommes valides sont aux tranchées ou ont été fusillés. Les femmes, dont l'aide est indispensable pendant la récolte de ce fruit, sont également tombées en grand nombre. Le village est presque désert. Ces faits sont faciles à vérifier.

A Jerez de la Frontera — soixante-quinze mille âmes environ — le nombre des fusillés n'est pas inférieur à trois mille. Le nombre d'exécutés est à peu près le même à Moron, localité de dix-huit mille habitants.

La proportion augmente à Puente Génil, Carmona, Castilleja de la Cuesta et à Palma del Condado. L'énumération en serait interminable.

Ce sont les fascistes eux-mêmes qui m'ont fourni ces renseignements.

L'AFFAIRE DE LORA DEL RIO.

La rébellion militaire éclate à Séville, la population de Lora s'apprête à la défense. On réquisitionne toutes sortes d'armes, on désigne des postes de surveillance.

Les jours passent... Rien... Puis, c'est le terrible avertissement : « Les Maures arrivent ! » Des détachements sont envoyés sur la route. Les Maures arrivent, en effet, amenés dans des canons jusqu'aux environs de la ville. Des coups de fusil partent d'un petit bois d'eucalyptus que les rebelles parviennent à encercler ; ils y mettent le feu et les défenseurs de la ville meurent carbonisés comme les arbres !

Lora del Rio est occupé sans coup férir. Les habitants ont fui, épouvantés, à travers les champs.

Les vainqueurs se montrent généreux et magnanimes.

— Qu'ils rentrent sans crainte, assurent-ils. Nous respecterons leur vie et nous leur donnerons du travail...

Nombreux sont ceux qui tombent dans le piège. Résultat : Dix-huit cents hommes et femmes sont passés par les armes !

Lora del Rio donnait chaque année un contingent de cent quarante à cent soixante conscrits. Cette année, les autorités y ont recruté exactement... douze soldats.

Tragédie d'une ville espagnole. Tragédie de l'Espagne nationaliste !

C'est un de mes derniers jours de prison. Un dialogue comme tant d'autres...

— Et toi, mon gars, d'où es-tu ?

— De X..., monsieur.

(J'omets à dessein le nom de la localité pour ne pas compromettre mon informateur).

— Tiens ! J'ai un bon ami à X... Il est également d'Alicante. Il s'appelle...

— Le médecin ?... Don Antonio ?

— Exactement.

— Il a été fusillé.

— Fusillé ? Comment ça ?... Je l'ai vu à Séville il y a à peine deux mois et il était plus franquiste que Franco lui-même. J'ai même là quelques lettres de lui, tiens, lis : « Arriba España ! Vive l'armée libératrice ! » Comment a-t-on pu fusiller cet homme !

— Vengeance personnelle... Vous savez bien qu'il y avait deux médecins dans mon village. Don Antonio a été la victime de l'autre, qui

s'était fait phalangiste pour arriver à ses fins. Sa haine était telle qu'il a dénoncé don Antonio sous un prétexte quelconque. Au début de ce mois — nous étions en septembre — seize hommes et onze femmes sont tombés. Parmi eux Don Antonio, mon père, ma mère, mon frère, et le frère de ma fiancée... Rendez-vous bien compte de cette tuerie... Voyez-vous ce petit vieux, là-bas, assis sur sa banquette ? Il est aussi de mon village... Sur cinq enfants, on lui en a fusillé quatre... Il ne lui en reste plus qu'un, et encore blessé.

Le pauvre garçon pleure amèrement. Parmi ses sanglots, il balbutie :

— Mes frères... mes petits frères... Que vont-ils devenir ?

Il y a, certes, quelque chose d'effroyable qui explique la plupart de ces crimes : la peur. Les fusillades d'Alcala de Guadaire offrent un exemple typique de cette « terreur des terri-fiés ».

Le capitaine de la Garde Civile d'Alcala de Guadaire se disait républicain. Quand la rébellion éclata, il organisa, d'accord avec le maire, la défense de la ville. Les troupes de Séville arrivent, le capitaine déserte. Les fascistes l'envoient dans un poste très éloigné. Sa stupidité et son incompétence reconnues, il est renvoyé à Alcala de Guadaira, où, pour effacer sa réputation de républicain et prouver sa complète adhésion au fascisme, il fait fusiller

tous ses amis et tous ceux qui auraient pu lui nuire.

Andalousie !... A chaque village un commandement différent... chaque chef sévissant avec sa conception personnelle du despotisme. Cette conception de l'autorité frise la folie ou le crétinisme.

19. LES CONSEILS DE GUERRE

Quand, dans un mouvement subversif révolutionnaire, les Pouvoirs publics sont envahis, l'ordre légal violé par une force supérieure et incoercible, il y a toujours des circonstances atténuantes. Et l'autorité qui a su, dans un rapide et énergique effort de volonté, s'imposer et défendre l'ordre social subitement menacé, mérite la reconnaissance des citoyens.

Ce n'est pas tout à fait le cas quand le Pouvoir judiciaire passe dans les mains d'une organisation non officielle qui légalise et sanctionne au gré du chef.

En somme, l'autorité et ceux qui lui sont soumis sont, dans l'Espagne nationaliste, les comparses d'un même drame que quelques-uns ont ourdi et sur lesquels retombera l'exécution générale et le mépris de ses victimes.

Poussés, forcés par la terreur d'en haut, des hommes honnêtes deviennent des bandits.

Peut-être un jour payeront-ils les fautes des autres dans cette mascarade de galons, d'étoiles et de décorations...

Les nationalistes disent :

— Nous, nous n'assassinons pas. Nous exécutons les sentences des Tribunaux et des Conseils de guerre auxquels nous livrons les responsables et les ennemis.

En Espagne nationaliste, toute sentence serait prononcée par la justice.

Incroyable mensonge !

Lorsqu'un citoyen comparait en Conseil de guerre, la sentence y est prononcée avant le procès. L'inculpé s'y présente pour servir une propagande aussi fausse que ridicule et que le monde répudiera fatalement un jour.

Voici la manière de procéder des rebelles : Après l'arrestation de l'« indésirable », le représentant de l'Exécutif confie, s'il le juge opportun, son instruction à l'autorité militaire. Lorsqu'une arrestation a été faite sur une dénonciation formulée devant l'autorité militaire, celle-ci se saisit directement de l'affaire.

Nous ignorons qui écrit sur la couverture des procès, en gros caractères rouges ou bleus, la formule conventionnelle qui préjuge le sort des inculpés. Rappelons le fameux X-2 du

commissariat. Mon dossier portait également un signe indéchiffrable.

Les premières instructions sont soumises à l'un des dix tribunaux militaires qui fonctionnent à Séville et le procès est instruit. Le rapport, quelqu'il soit, est transmis à l'autorité militaire supérieure qui à son tour le transmet au Conseil de guerre. Celui-ci décide librement le jour du jugement en présence de l'inculpé. Le droit de choisir un défenseur est refusé à ce dernier. On lui en accorde un, d'office, au moment d'être jugé.

Dix, vingt ou trente détenus de différentes communes comparaissent devant le Conseil de guerre, conduits par la Garde civile avec un luxe inexplicable de précautions.

L'audience est publique.

Le secrétaire donne lecture d'une série de faits incohérents que tout le monde ignore.

Le procureur prononce son réquisitoire et requiert la peine.

Le défenseur balbutie quelques mots implorant la clémence du Conseil.

Les inculpés sont plongés dans l'étonnement et l'épouvante.

Et les preuves de l'accusation ?... Elles n'existent pas.

-- Quelqu'un parmi les inculpés a-t-il quelque chose à dire ? demande d'un ton solennel le président.

Quelques rumeurs, quelques protestations...

— Silence ! Silence ! De l'ordre.

Et le procureur conclut :

« Le XVI^e siècle fut celui de la plus grande splendeur de l'Espagne. Le soleil ne se couchait pas sur ses domaines. Ce fut le siècle de l'Empire espagnol, de ses mystiques, de ses Saints, de ses artistes... Eh bien, savez-vous combien cette grande patrie avait alors d'habitants ?... Douze millions... Et si, pour reconquérir cet empire espagnol, il faut que la moitié des habitants disparaisse... qu'importe ! »

Peut-être croira-t-on que j'exagère. J'affirme que j'ai vu et entendu ce que je relate, au cours d'un Conseil de guerre, en juillet dernier... Le public massé dans la cour attendait le passage de la camionnette des condamnés et de la Garde civile. Le silence était absolu.

Je ne pensais pas ce jour-là que j'étais si près de connaître les mêmes affres.

La chaleur accablante m'oblige à prendre un fiacre pour me rendre à l'hôtel. Une dis-

traction du cocher fait que nous passons par la rue Jésus del Grand Poder, où la voiture croise, devant le Commissariat, une voiture de la police. Un garde de service que je connaissais, s'approche :

— Encore détenu, Don Francisco ?

— Non, non... enfin... on ne sait jamais !

Le garde sourit.

Je continue ma course, désagréablement impressionné.

Huit jours après, on m'arrête pour la seconde fois.

Journées d'angoisse... Je connaissais mieux que tout autre les « garanties » des conseils de guerre.

— Nous travaillons beaucoup, me dit un jour un capitaine de la justice militaire, sans pouvoir mettre nos affaires à jour.

— Je vois bien.

— Chaque jour, il nous faut pourvoir des emplois d'avocat en territoire reconquis.

— En effet... Mais maintenant, le travail est plus facile, vous avez des formules toutes faites.

— Oui... En outre, nous établissons une proportion, un pourcentage... Car, enfin, nous ne pouvons pas tuer tout le monde. A Malaga, par exemple, sur douze mille procès, il n'y a eu que neuf mille exécutions. Ce n'est pas

exagéré, n'est-ce pas ? surtout si on tient compte de ce qui s'est passé là-bas...

— Mais à ce train-là, vous allez en finir avec l'Espagne ! Si l'on compte les victimes de la guerre, les fusillés, les disparus, on atteint un chiffre formidable...

— Si nous ne prenons pas ces mesures-là, nous nous trouverons dans quelques années dans la même situation !

Pourquoi parler, alors, de tribunaux militaires, de Conseils de guerre, de garanties légales ?

Ne vaudrait-il pas mieux avouer franchement qu'il n'y a d'autre loi que celle de la force ?

20. LE SUPPLICE DES SUPPLICES

Le monde ne connaît pas encore dans toute son horreur, dans toute son intensité, le drame et la douleur de l'Espagne.

Nous avons tous entendu parler de procédés primitifs d'une cruauté barbare, des horreurs de l'Inquisition, de ses autodafés jusqu'à la mutilation corporelle de nos jours... Mais ce que personne n'aurait pu imaginer c'est que l'homme puisse vivre... en mourant chaque

jour un peu... dans la complète ignorance de ce que demain sera pour lui. Je ne me propose pas de dépeindre des scènes tragiques... Je veux, sans grandiloquence ni lyrisme, faire un résumé exact de ce qu'il m'a été donné de regarder de près.

C'était une de mes premières nuits dans le département des détenus politiques. Un homme dont les facultés mentales semblaient troublées était couché sur un grabat dans la cellule voisine.

— Ils vont venir maintenant me chercher... Ils me fusilleront... Ils me tueront !... Et pourquoi ?... Je n'ai rien fait ! Je suis innocent !

Un autre prisonnier me renseigne :

— Tous ceux qui seront fusillés cette nuit sont passés en Conseil de guerre en même temps que lui. Le procureur a demandé pour tous la peine de mort, et naturellement, il n'est pas tranquille...

— Il y a longtemps de cela ?

— Deux mois...

— Alors, pourquoi s'inquiète-t-il tant ? S'il n'est pas condamné à mort, pourquoi le fusillera-t-on ?

— Ah ! voilà justement l'affaire... Les sentences ne signifient rien. On tue sans discer-

nement... Nous avons vu bien des cas de ce genre... On doit toujours s'attendre au dernier voyage... A moins que l'on ne nous notifie que nous sommes condamnés à la réclusion perpétuelle... Mais, en attendant... Imaginez ce que l'on souffre à la vue de ceux qui se préparent ! Je m'appelle Carlos. Un soir, j'étais dans la cour comme de coutume, un officier arrive avec la liste funèbre... Il commence à appeler : Diego. Enrique, Carlos... Je m'évanouis, je me sens mourir... C'était un erreur... Il s'agissait d'un autre Carlos. Maintenant, je suis tranquille. Après trois mois de prison, ils m'ont condamné à la réclusion perpétuelle... Je m'estime fort heureux !

On pourrait compter ces cas par centaines... Le détenu n'a jamais de répit... Il lui semble toujours entendre l'appel brutal qui le conduit à la mort.

— Pourquoi ? Qu'ai-je fait ? se demande-t-il.

Ces souffrances inutiles pourraient être épargnées aux détenus si les procès étaient instruits avec plus de soin et plus d'humanité. Peut-être hésite-t-on à fusiller l'inculpé au lendemain de son jugement ? Tant d'erreurs ont été commises !

Qu'on songe à l'état d'âme du prisonnier

qui sent peser sur lui le poids d'un réquisitoire impitoyable et qui voit défiler devant lui ses compagnons qui partent pour toujours !

« Demain, ce sera peut-être mon tour... De quel hasard, de quelle circonstance fortuite dépend ma vie... » Dans les affres de cette incertitude, on en arrive à préférer la mort.

Les heures les plus cruelles de ma réclusion ont été pour moi celles où un camarade de souffrance, pressentant son exécution, se jetait à mon cou et me serrait dans ses bras en sanglotant.

21. EN LIBERTE

Huit jours après mon incarcération je fus interrogé par un juge militaire.

Cet interrogatoire, fait avec la plus grande correction, fut identique à celui du commissariat.

Deux mois plus tard, le Conseil de guerre annula mon procès. Ma libération ne dépendant plus que du délégué de l'Ordre public, je fus remis en liberté, le même jour, à dix heures du soir.

Mon départ fut pour mes amis et pour moi un moment de grande émotion.

Je suis libre !

Libre ? Jusqu'à quel point ? Je reste encore à la merci d'une dénonciation arbitraire. On peut m'accuser de marxisme, d'espionnage, que sais-je ?...

Je ne dirai pas, naturellement, qui m'a aidé à passer la frontière.

Cinq jours après ma libération je suis passé en territoire portugais. J'ai séjourné huit jours à Lisbonne, où j'ai observé la plus grande discrétion. Néanmoins, le gérant de l'hôtel m'a dit, à mon départ, d'un ton mystérieux :

— J'espère que lorsque vous reviendrez, vous aurez perdu cette légère nuance «rouge».

En route pour la France ! Quatre journées inoubliables à bord d'un bateau anglais.

Nouvelles amitiés... Je revis... Nous communions tous dans la même pensée... Notre religion à tous est la religion universelle, de la paix et de l'ordre juridique, de la liberté et de la justice ; celle de ceux qui aiment l'humanité et la tolérance, celle enfin de tous les citoyens civilisés !

Je débarque à Boulogne. J'arrive à Paris. Je suis en France, Vive la France !

Je rencontre un ami. C'est inévitable !

— Te voilà, mon pauvre Francisco ! Je respire... X..., qui vient de Séville, m'a dit hier que tu allais être arrêté pour la troisième fois. Tu as eu du flair... On t'expliquera... C'est très intéressant !

Je ne peux pas y croire... Une troisième détention... Pourquoi ? Ne m'ont-ils pas suffisamment interrogé ? Ne sont-ils pas arrivés à la conviction que je suis un simple républicain digne de vivre dans toute l'Espagne ?

Je me suis alors souvenu de cette phrase que j'avais entendue à Gibraltar : « Si nous embêtons tous les républicains, tous ceux qui ces dernières années ont voté pour la République, nous resterions bien seuls ! »

C'est impossible... mon ami s'est trompé...

Mes doutes se dissipent tout à coup... Un exemplaire de l'« A.B.C. », publié à Séville, le mercredi 3 novembre 1937, tombe dans mes mains. Je lis :

PARIS. — Don Francisco Gonzalbez, ex-Gouverneur de la Province de Murcia, représentant du Front Populaire, a quitté Paris pour Barcelone. Il est l'auteur d'un livre infâme, mal écrit, sur les atrocités commises en

Espagne nationaliste. Le livre paraîtra sous peu à Paris ».

Je comprends maintenant pourquoi un troisième ordre d'arrestation a été lancé contre moi ! Le récit véridique de toutes les atrocités, de tous les crimes, de toutes les injustices de leur zone ne peut que leur nuire. Ils connaissent le texte de mon livre avant de l'avoir lu, avant même qu'il ait été écrit...

Mal écrit ?... Je n'en doute pas... Mais en tout cas avec une grande impatience de révéler les atrocités que personne — ils le savent bien — ne pourra jamais démentir.

CHAPITRE III

22. UN BON CONSEIL

Ma Patrie est en guerre. Une guerre civile comme l'histoire n'en a jamais connue. Une guerre cruelle, sans merci, sur les fronts et à l'arrière. Une guerre d'extermination.

L'imprévoyance, la croyance à la loyauté des adversaires et à leur parole d'honneur ont déchaîné le désastre.

D'une part, la rébellion, l'ambition, la haine de ceux qui considèrent leurs privilèges comme inaliénables parce qu'ils les croient d'origine divine.

D'autre part, la défense du droit, de l'honneur, de l'égalité, d'un régime politique instauré loyalement par la volonté de tout un peuple.

Le premier groupe : une minorité qui se considère « élue », héritière des castes médiévales, résumé de toutes les ambitions.

Le second groupe : un peuple qui a fait nos grandes épopées et qui, fatigué de verser son sang pour des intérêts bâtards de seigneurs féodaux, désire défendre sa liberté reconquise, même au prix du plus grand sacrifice.

En somme : la haine contre l'amour, la méchanceté contre la bonté, l'intérêt contre l'idéal, la guerre contre la paix.

Je veux m'adresser à ceux qui ont bouleversé le destin de l'Espagne et leur demander d'abandonner une entreprise qui nous a déjà tant coûté ; de faire une halte sur le chemin de la destruction ; de considérer le mal irréparable qu'ils ont causé ; de penser à ce que peut encore coûter leur aveuglement ; de réfléchir à leur terrible responsabilité, avant de consommer la destruction de l'Espagne.

Parce que l'Espagne, la République Espagnole ne cédera jamais. Moi, qui ai vécu dans les deux zones, sans autre intention que le bien de ma Patrie, je puis attester la capacité de sacrifice et d'héroïsme du camp loyal, en face du manque de ferveur et de conviction du camp rebelle.

Il y a des injustices qu'on ne peut pas pardonner. Ce n'est pas la peine de fabriquer une religion conventionnelle fondée sur la croyance en un Dieu protecteur des riches.

Qu'ils le veuillent ou non, et nous, les vrais croyants, nous le voulons, il faudra bien de-

main qu'ils nous rendent compte des abus, des crimes, des injustices qu'ils ont commis et qu'ils sont en train de commettre. Les passions sont déchainées dans leur camp. Les haines, les vengeances personnelles sont des faits de tous les jours. C'est une honte de voir une discipline militaire de fer mise au service d'une communauté d'intérêts mesquins.

Je suis passé dans votre zone, rebelles, parce que je croyais y trouver une possibilité de Gouvernement susceptible de préparer l'avenir de l'Espagne. Je suis parti de chez vous épouvanté, aveuglé par un rideau de sang.

D'un homme de bonne foi vous avez fait un dénonciateur implacable de votre abjection et de vos crimes. C'est un mensonge de dire qu'il existe en face de l'Espagne républicaine — et l'expérience m'en a coûté bien cher ! — une autre Espagne fasciste et antidémocratique. C'est un mensonge, je le répète. Face à l'Espagne républicaine et démocratique il n'existe rien d'autre qu'une Espagne terrorisée par une minorité d'égoïstes et d'assassins.

23. MERCI BEAUCOUP !

Les Anglais disent : « Ce qui arrive est toujours pour le mieux ». Bien que ce proverbe ne soit pas toujours confirmé par les faits, je dois reconnaître qu'il m'a très souvent recon-

forté dans mes souffrances endurées chez les rebelles.

Souvent nous nous efforçons de changer la direction de notre vie. Nous ressentons comme une grande contrariété ce qui, en fin de compte, n'est que notre bien ; ce qui en définitive doit prévaloir pour que notre vie soit ce qu'elle doit être : une lutte continuelle de notre esprit contre l'entourage hostile. Généralement, quand nous cédon's à la loi du moindre effort, nous ne faisons qu'ajourner un effort beaucoup plus grand et beaucoup plus douloureux.

Lorsque je fus libéré pour la première fois, je pus me rendre parfaitement compte que le « climat » de Séville n'était pas ce qui me convenait le mieux. Là, je ne pouvais pas vivre ; là, je ne pouvais pas respirer. L'atmosphère m'y asphyxiait !

Ou faire semblant d'embrasser un nouvel idéal, ou fuir... Accepter la première solution m'était impossible (il aurait fallu pour cela un changement profond de ma nature). Ce changement ne pouvait se produire devant ma grande désillusion au contact de l'Espagne nationaliste. On m'avait trompé. L' « Arriba España ! » signifiait seulement « Arriba nos privilèges, dût l'Espagne sombrer dans la tourmente ! »

Fuir ? Toute tentative était aussi risquée qu'inutile.

La prison fut alors pour moi la meilleure solution. Mon aventure a confirmé le proverbe britannique. Les tourments de la prison ? Que sont-ils comparés au martyre de la République espagnole ? Au surplus, la prison m'a permis de connaître des abus et des injustices innombrables. Témoin oculaire, je puis dire au monde ce que mes sens ont perçu, ce que mon âme a vécu de près, de très près. Cela, parce que j'ai affirmé ma foi dans mon idéal politique et social. Mais cela m'a permis, par un suprême effort de volonté, d'entrer en cette terre promise qu'est pour tout homme libéral le grand pays de France.

Mon aventure a confirmé le proverbe britannique parce qu'en connaissance de cause, je puis m'adresser au Gouvernement légitime d'Espagne et lui dire : « En avant ! Le triomphe t'appartient, car tu représentes la paix et la justice, car les causes nobles finissent toujours par s'imposer ! Malgré tous les obstacles, tu gagneras la guerre ! » Ainsi l'espèrent quatre-vingt-dix pour cent des Espagnols... d'un côté et de l'autre.

De tout cela je dois être reconnaissant aux autorités supérieures nationalistes. Elles m'ont conduit par la main et ont mis au grand jour ce que tant de fois ils ont nié dans leur propagande. Si j'ai été influencé par cette propagande au point de me diriger vers eux, je ne le regrette pas. *L'excursion* m'a appris ce que je devais voir de tout près pour le croire.

Merci donc, messieurs les franquistes. Vous m'avez donné l'occasion de juger dans toute sa valeur le vrai sens de vos paroles et de vos réalisations.

24. « VIVA ESPANA ! »

L'Espagne ! Qu'est l'Espagne ? A qui est l'Espagne ?

L'Espagne est notre mère.

L'Espagne est à ses fils.

Toute exclusive signifie une mutilation de la Patrie.

Si votre cri de « Viva España ! » est sincère, aimez-la, respectez-la, vénérez-la.

Est-elle *votre* Patrie ? Elle est aussi la nôtre, celle de tous les Espagnols qui la portent, depuis des siècles, dans leur cœur à travers le monde.

Unissons-nous au delà des haines, au delà de tant d'horreurs !

Qui sait si là où échouèrent les volontés les plus puissantes, le cri commun de « Viva España » ne finira pas par remporter la victoire finale !

F I N

Paris, octobre 1937.

Av

1.

2.

3.

4.

5.

6.

7.

8.

TABLE DES MATIERES

	Page
Avant-propos	7

CHAPITRE 1^{er}

1. — De Gibraltar à La Linea de la Concepcion. « Ah ! vous êtes républicain ? Alors, en prison ! »	11
2. — Au Commissariat de Séville	18
3. — La répression à l'arrière	20

CHAPITRE II

4. — Par ordre supérieur, vous êtes arrêté	29
5. — En prison	32
6. — Dans les « Brigades »	39
7. — Avec les prisonniers politiques...	47
8. — Le « Double » et le personnel de la prison	53

129

	Page
9. — Comment traite-t-on les prisonniers ?	59
10. — Pourquoi es-tu ici ?	63
11. — « El Pablito » et « El Soldadito »	70
12. — Victoriano Ojeda	75
13. — Autres cas curieux. Les otages ..	80
14. — La délation calomnieuse à l'ordre du jour	84
15. — Est-ce possible ?	89
16. — Quatorze mois après le commencement de la guerre, on fusille encore	94
17. — La messe. La confession. Made-moiselle Zéro. Hymnes et marches	99
18. — L'injustice dans les villages	104
19. — Les conseils de guerre	110
20. — Le supplice des supplices	115
21. — En liberté	118

CHAPITRE III

22. — Un bon conseil	122
23. — Merci beaucoup !	124
24. — « Viva España »	127

59

63

70

75

80

84

89

94



IMPRIMERIE COOPÉRATIVE ÉTOILE
18-20, Fbg. du Temple, Paris (11^e)

99

104

110

115

118

122

124

127